

DIALOGUE GLOBAL

7.2

4 numéros par an en 17 langues

La dictature de Duterte

Walden Bello

Sociologie
pakistanaise

Ayaz Qureshi,
Nida Kirmani,
Kaveri Qureshi,
Tania Saeed,
Amen Jaffer

Hommage à
Zygmunt Bauman

Peter McMylor,
Maciej Gdula,
Peter Beilharz

Sociologie
canadienne

Howard Ramos,
Rima Wilkes,
Neil McLaughlin,
Daniel Béland,
Patricia Landolt,
Cheryl Teelucksingh,
Karen Foster,
Fuyuki Kurasawa

Rubriques spéciales

- > Luites des migrants sur les campus américains
- > Notre équipe en Argentine

MAGAZINE



VOLUME 7 / NUMÉRO 2 / JUIN 2017
www.isa-sociology.org/global-dialogue/

DG

Association
Internationale
de Sociologie
isa



> Éditorial

La sociologie à une époque réactionnaire

Duterte, Erdogan, Orban, Poutine, Le Pen, Modi, Zuma et Trump – tous semblent taillés sur le même modèle nationaliste, xénophobe et autoritaire. Le triomphe de Trump a donné une énergie nouvelle aux mouvements anti-libéraux et aux dictatures d'extrême droite. La réaction politique se préparait sûrement depuis des décennies pendant que les démocraties libérales impulsaient une troisième vague de marchandisation, avec son lot de précarité, d'exclusion et d'inégalités. Le tournant fasciste des années 1920 et 1930, précurseur de ce qui se passe aujourd'hui, faisait suite à une deuxième vague de marchandisation. Le fascisme s'est écroulé après la Seconde Guerre mondiale, mais pouvons-nous être si sûrs que cette fois il en sera de même ? Les institutions libérales démocratiques sont-elles assez solides ? Les débuts de l'administration Trump semblent indiquer qu'elles sont capables d'une certaine résistance face au déferlement de décisions venant de l'exécutif. L'article de Portocarrero et Lara García montre que les universités américaines constituent un de ces lieux de résistance.

Qu'en est-il des autres pays ? Dans ce numéro, Walden Bello évoque les atrocités du régime de Duterte aux Philippines, dont l'accession au pouvoir peut être imputée à la faillite de la démocratie libérale, qui avait pris la suite après le renversement du régime Marcos – faillite dont témoignent une corruption politique éhontée et un accroissement des inégalités, et qui s'est doublée d'une soumission à la politique étrangère des États-Unis. Cette réponse politique aux faiblesses de la démocratie libérale peut être caractérisée de populiste, même si elle protège les intérêts des classes dominantes tout en diabolisant et stigmatisant une partie de la population – les consommateurs et trafiquants de drogue – de la même façon qu'Erdogan diabolise les Kurdes, que Trump diabolise les migrants et que le fascisme allemand diabolisait ceux qui n'étaient pas aryens. Le parallèle que fait Bello avec le fascisme allemand n'en est que plus saisissant.

Le Pakistan aussi est un pays familier des régimes militaires, où les discours populistes vont de pair avec la concentration du pouvoir économique. La sociologie pakistanaise connaît un développement limité mais elle n'en est pas moins innovante et critique, comme en témoigne une série d'articles publiés dans ce numéro, sur la façon dont le développement des infrastructures profite aux entreprises multinationales, sur le contrôle que les pays du Golfe exercent sur les migrants pakistanais pour ne sélectionner que les plus productifs, et sur le faible impact que l'arrivée des femmes sur le marché du travail a sur la diminution de la violence dont elles sont victimes. Deux études consacrées aux Pakistanais vivant au Royaume-Uni complètent cette série, l'une sur les changements intervenus dans les relations conjugales des migrants pakistanais, l'autre sur la réaction d'étudiants musulmans devenus la cible des mesures de sécurisation. Dans l'ensemble, ces cinq études de cas développent une véritable sociologie postcoloniale de la soumission qui transcende les frontières nationales.

La sociologie au Canada est très différente, plus optimiste et impliquée sur des questions telles que l'immigration et la justice environnementale, et beaucoup plus liée aux politiques publiques. Malgré les commentaires désobligeants de l'ancien Premier Ministre Stephen Harper, les sociologues canadiens reçoivent en comparaison un accueil chaleureux de la société en général. Leurs déceptions reflètent seulement le haut niveau de leurs attentes à l'égard d'un État qui reste quand même social démocrate.

S'il y a un sociologue qui ait saisi le sens de notre époque, c'est bien Zygmunt Bauman, hélas décédé cette année, à l'âge de 91 ans. Trois sociologues témoignent de son extraordinaire parcours, guidé par une puissante vision morale conjugée à un utopisme sceptique. Sa sociologie restera une source d'inspiration pour les futures générations.

> **Dialogue Global est disponible en 17 langues sur le [site web de l'ISA](#)**

> **Les propositions d'articles sont à adresser à burawoy@berkeley.edu**



Walden Bello, intellectuel engagé, activiste politique et sociologue ouvert sur le monde, décrit le régime du Président philippin Rodrigo Duterte.



Pakistan : Sociologie transnationale et engagée, en provenance de la Lahore University of Management Sciences.



Zygmunt Bauman : Hommages à l'un des grands sociologues de notre temps.



Canada : Sociologie influente et décomplexée des quatre coins du pays.



Dialogue Global est rendu possible grâce au généreux concours des **Éditions SAGE**.

> Comité de rédaction

Directeur de la publication :	Michael Burawoy.
Rédactrice en chef adjointe :	Gay Seidman.
Responsables éditoriaux :	Lola Busuttill, August Bagà.
Rédacteurs-consultants :	Margaret Abraham, Markus Schulz, Sari Hanafi, Vineeta Sinha, Benjamin Tejerina, Rosemary Barbaret, Izabela Barlinska, Dilek Cindoğlu, Filomin Gutierrez, John Holmwood, Guillermina Jasso, Kalpana Kannabiran, Marina Kurkchiyan, Simon Mapadimeng, Abdul-mumin Sa'ad, Ayse Saktanber, Celi Scalón, Sawako Shirahase, Grazyna Skapska, Evangelia Tastsoglou, Chin-Chun Yi, Elena Zdravomyslova.
Équipes régionales	
Monde arabe :	Sari Hanafi, Mounir Saidani.
Argentine :	Juan Ignacio Piovani, Pilar Pi Puig, Martín Urtasun.
Bangladesh :	Habibul Haque Khondker, Hasan Mahmud, Juwel Rana, US Rokeya Akhter, Toufica Sultana, Asif Bin Ali, Khairun Nahar, Kazi Fadia Esha, Helal Uddin, Muhaimin Chowdhury.
Brésil :	Gustavo Taniguti, Andreza Galli, Ângelo Martins Júnior, Lucas Amaral, Benno Alves, Julio Davies.
Inde :	Rashmi Jain, Jyoti Sidana, Pragya Sharma, Nidhi Bansal, Pankaj Bhatnagar.
Indonésie :	Kamanto Sunarto, Hari Nugroho, Lucia Ratih Kusumadewi, Fina Itriati, Indera Ratna Irawati Pattinasarany, Benedictus Hari Juliawan, Mohamad Shohibuddin, Dominggus Elcid Li, Antonius Ario Seto Hardjana.
Iran :	Reyhaneh Javadi, Niayesh Dolati, Mina Azizi, Mitra Daneshvar, Vahid Lenjanzade.
Japon :	Satomi Yamamoto, Miki Aoki, Masataka Eguchi, Mami Endo, Akane Higuchi, Yuka Hirano, Hikaru Honda, Yumi Ikeda, Izumi Ishida, Aina Kubota, Yuna Nagaye.
Kazakhstan :	Aigul Zabirowa, Bayan Smagambet, Adil Rodionov, Gani Madi, Almash Tlespayeva, Kuanysh Tel.
Pologne :	Jakub Barszczewski, Katarzyna Dębska, Paulina Domagalska, Adrianna Drozdowska, Łukasz Dulniak, Jan Frydrych, Krzysztof Gubański, Kinga Jakiela, Justyna Kościńska, Kamil Lipiński, Mikołaj Mierzejewski, Karolina Mikołajewska-Zajac, Adam Müller, Zofia Penza, Teresa Teleżyńska, Anna Wandzel, Jacek Zych, Łukasz Żołądek.
Roumanie :	Cosima Rughiniş, Raisa-Gabriela Zamfirescu, Costinel Anuţa, Maria-Loredana Arsene, Tatiana Cojocari, Andrei Dobre, Diana Alexandra Dumitrescu, Iulian Gabor, Rodica Liseanu, Mădălina Manea, Mihai-Bogdan Marian, Andreea Elena Moldoveanu, Rareş-Mihai Muşat, Oana-Elena Negrea, Mioara Paraschiv, Ion Daniel Popa, Diana Pruteanu Szasz, Eliza Soare, Adriana Sohodoleanu.
Russie :	Elena Zdravomyslova, Anna Kadnikova, Asja Voronkova.
Taiwan :	Jing-Mao Ho.
Turquie :	Gül Çorbacioğlu, Irmak Evren.
Consultant médias :	Gustavo Taniguti.

> Dans ce numéro

Éditorial : La sociologie à une époque réactionnaire	2
La révolte de Duterte contre la démocratie libérale Walden Bello, Philippines	4
> SOCIOLOGIE PAKISTANAISE	
Surveillance médicale des migrants vers les pays du Golfe Ayaz Qureshi, Pakistan	8
Participation économique et violences contre les femmes Nida Kirmani, Pakistan	11
Divorces dans la diaspora Kaveri Qureshi, Pakistan	13
Agenda sécuritaire et islamophobie au Royaume-Uni Tania Saeed, Pakistan	15
Les infrastructures, un enjeu politique Amen Jaffer, Pakistan	18
> HOMMAGE	
La vision morale de Zygmunt Bauman Peter McMylor, Royaume-Uni	21
Zygmunt Bauman, un utopiste sceptique Maciej Gdula, Pologne	23
En souvenir de Zygmunt Bauman Peter Beilharz, Australie	26
> SOCIOLOGIE CANADIENNE	
La sociologie en des temps rétifs à la sociologie Howard Ramos, Rima Wilkes et Neil McLaughlin, Canada	28
Pour une sociologie engagée dans les politiques publiques Daniel Béland, Canada	30
Les non-citoyens précaires au Canada Patricia Landolt, Canada	32
Sociologie et justice environnementale Cheryl Teelucksingh, Canada	34
Sociologie pour un temps (jamais tout à fait) comme les autres Karen Foster, Canada	36
Impliquons-nous dans les médias Fuyuki Kurasawa, Canada	38
> RUBRIQUES SPÉCIALES	
Les universités américaines, nouveau terrain de lutte pour les migrants ? Sandra Portocarrero et Francisco Lara García, États-Unis	40
L'équipe de <i>Dialogue Global</i> en Argentine Juan Ignacio Piovani, Pilar Pi Puig et Martín Urtasun, Argentine	42



> La révolte de Duterte contre la démocratie libérale

Walden Bello, Université d'État de New York à Binghamton, et ancien député au Parlement philippin



Rodrigo Duterte, justicier ancien style, est surnommé « DU30 » (prononcez « DU-thirty » en anglais, prononciation proche de « Duterte ») ou encore « Le Punisher » (le Punisseur).
Illustration : Arbu.

Après la victoire de la contre-révolution nazie, Joseph Goebbels déclara dans une phrase devenue célèbre que « 1789 est désormais rayé de l'histoire ». Dans le même ordre d'idées, peut-on dire que la montée des mouvements fascistes aux États-Unis, en Europe et ailleurs vise à rayer 1989 de l'histoire ?

1789 annonçait la Révolution française. De même, pour Francis Fukuyama et d'autres, 1989 marquait l'apogée de la démocratie libérale. Dans un contexte que Fukuyama a désigné comme « la fin de l'histoire », la chute du communisme en Europe comme celle de régimes autoritaires d'extrême droite dans les pays en développement signalaient « la victoire éclatante du libéralisme économique et politique [...] et l'universalisation de la démocratie libérale occidentale comme forme finale du gouvernement humain ».

L'utopie naissante de Fukuyama n'a pas tardé à être mise en échec par des mouvements anti-libéraux, principalement des mouvements d'inspiration religieuse tels que l'islam politique au Moyen-Orient et des mouvements prônant l'exclusivisme ethnique en Europe de l'Est. Cependant, aucun mouvement ni aucun individu n'aura montré un tel mépris éhonté pour les idéaux de la démocratie libérale que Rodrigo Duterte, Président des Philippines élu en mai 2016 à la faveur d'un mouvement électoral insurrectionnel.

> La politique de l'élimination

Au cœur du programme de Duterte, sa guerre contre la drogue a déjà, seulement neuf mois après son arrivée au pouvoir, fait près de 8.000 morts. Il ne s'agit pas là d'une campagne classique de lutte contre la criminalité. Mise à exécution avec un fanatisme qui frise l'idéologie, et justifiée par des idées qui ne sont pas sans rappeler la théorie raciale pseudo-scientifique des nazis, cette campagne antidrogue a privé un secteur entier de la population philippine du droit à la vie, à un procès équitable et à faire partie de la société. Duterte a pratiquement exclu les toxicomanes et les trafiquants de drogue – qui seraient trois millions de personnes pour une population de 103 millions – du champ de l'humanité. Dans le style rhétorique qui le caractérise, il a adressé ce message aux forces de sécurité : « Des crimes contre l'humanité ? Pour commencer, je voudrais être franc avec vous : sont-ils véritablement des humains ? Quelle est votre définition de l'être humain ? ».

Pour justifier les homicides commis par la police en état de « légitime défense », Duterte souligne que l'usage du *shabu* – le terme local pour désigner la méthamphétamine – peut « réduire le cerveau des gens, qui deviennent alors irrécupérables ». Qualifiant les toxicomanes de « morts vivants » qui « ne sont pas utiles à la société », il les décrit régulièrement comme des êtres « paranoïaques » et dangereux. Duterte a donné carte blanche à la police pour tuer des toxicomanes, qu'ils opposent ou non une résistance au moment de leur arrestation. Il a d'ailleurs offert d'amnistier immédiatement tout policier susceptible d'être déclaré coupable d'avoir tué des toxicomanes sans justification, invitant même à « poursuivre ceux qui [les] auraient traduit en justice ».

Malgré, ou peut-être grâce à ces positions, Duterte – qui après tout

avait promis pendant sa campagne que les cadavres de milliers de délinquants iraient « engraisser les poissons » de la baie de Manille – reste extrêmement populaire, avec une cote de popularité avoisinant les 83% et le soutien fanatique de « netizens » qui lancent des cyberattaques contre ceux qui osent critiquer les exécutions extrajudiciaires du régime.

> Les racines du « dutertisme »

Comment expliquer la popularité de Duterte ? Certes, la manière dont il a qualifié les toxicomanes de fléau de la société trouve un large écho auprès de la population. Mais il y a d'autres causes, plus profondes. L'influence de Duterte sur la société reflète la profonde désillusion des Philippines à l'égard de la démocratie libérale instaurée après le renversement de Ferdinand Marcos en février 1986 par la révolution du « Pouvoir du Peuple », également connue comme la révolution « EDSA » – du nom de l'artère principale de Manille où des manifestations de masse avaient été organisées pour renverser la dictature de Marcos. L'échec de la « république de l'EDSA » a de fait conditionné le succès de Duterte.

La trajectoire de Duterte a été rendue possible par la combinaison implacable de plusieurs facteurs : un contrôle des élites sur le système électoral philippin, le maintien de la concentration des richesses, une politique économique néolibérale, et la pression de Washington pour que le pays rembourse sa dette extérieure. Au moment des élections de 2016, un énorme fossé s'était creusé entre d'un côté la promesse de la République de l'EDSA de réappropriation du pouvoir par le peuple et de redistribution des richesses, et de l'autre, la réalité quotidienne des Philippines, marquée par une pauvreté massive, des inégalités criantes et une corruption endémique. Ajoutez à cela le sentiment général d'une gestion inepte des affaires publiques sous l'adminis-

tration du Président Benigno Aquino III, et il n'est dès lors pas étonnant que plus de 16 millions d'électeurs, soit quelque 40% de l'électorat, aient perçu les méthodes intransigeantes et autoritaires que Duterte avait pratiquées depuis plus de 30 ans en tant que maire de la ville de Davao, comme ce dont le pays avait précisément besoin. À l'instar de ce que le romancier Anthony Doerr a dit des Allemands d'avant-guerre, les Philippines « cherchaient désespérément quelqu'un capable de remettre de l'ordre ».

Qui plus est, le discours des partisans de la République de l'EDSA – qui portait sur la démocratie, les droits de l'homme et l'État de droit – est apparu comme un étouffant carcan à de nombreux Philippines, accablés par un sentiment d'impuissance. Le discours de Duterte – un mélange de menaces de mort directes, de langage grossier de la rue et d'invectives forcenées, conjugué à un humour dédaigneux dirigé contre une élite qualifiée de « *coños* » (enculés) – s'est avéré être une formule jubilatoire pour un auditoire qui s'est ainsi senti délivré du poids de l'hypocrisie.

> Un fasciste atypique

La campagne d'extermination menée par Duterte, sa mobilisation sur une base multi-classes et sa concentration du pouvoir ont réduit à néant la séparation des pouvoirs à l'américaine qui était en vigueur aux Philippines. Ces caractéristiques font de lui un fasciste – mais un fasciste atypique. Si le fasciste traditionnel se saisit du pouvoir en commençant par violer les libertés civiles, avant de s'arroger le pouvoir absolu et enfin d'imposer une répression indiscriminée, Duterte a inversé l'ordre en commençant par ordonner des assassinats massifs et en limitant les attaques contre les libertés civiles et la course au pouvoir absolu, avant d'engager des opérations de « grand nettoyage » dans le milieu politique, sans rencontrer d'opposition significative. Un fascisme sur le mode du blitzkrieg.

Un autre caractère distinctif de la politique de Duterte a consisté à inviter des responsables politiques de la gauche traditionnelle à rejoindre son gouvernement – une coalition qui aurait été inconcevable dans les régimes fascistes traditionnels. Plutôt que de considérer la gauche comme un ennemi fatal, Duterte est sûr de pouvoir la contrôler ; en attendant, le Parti communiste philippin et le Front démocratique national ne semblent que trop contents de pouvoir intégrer son gouvernement, espérant ainsi rattraper des années de déclin de leur influence.

Quoique novice en matière de politique étrangère, Duterte a su saisir de manière instinctive la dynamique du nationalisme philippin. Dans un pays au pro-américanisme profondément ancré, les insultes de Duterte à l'encontre d'Obama (qu'il traita de « fils de pute » en réaction aux critiques exprimées par l'ancien Président des États-Unis au sujet des exécutions extrajudiciaires pratiquées par son régime et de sa politique d'ouverture à l'égard de la Chine) pouvaient paraître politiquement risquées. Pourtant, étonnamment, ces agissements n'ont suscité que des protestations limitées, et ont, au contraire, entraîné un soutien massif des internautes. De l'avis de nombreux observateurs, si le Philippines moyen ressent certes de l'admiration pour les États-Unis et ses institutions, il éprouve également un profond ressentiment face à l'assujettissement colonial des Philippines aux États-Unis, aux traitements inégaux imposés au pays par Washington, et à l'influence écrasante du « mode de vie américain » sur la culture locale. Inutile d'entrer dans les détails de la complexe dialectique hégélienne du maître et de l'esclave pour comprendre que la « lutte pour la reconnaissance » constitue un élément sous-jacent de la relation entre les États-Unis et les Philippines. Duterte a su exploiter ce sentiment enfoui des Philippines comme la gauche n'a pas su le faire. Comme nombre de ses prédécesseurs autoritaires ailleurs dans

le monde, il a très bien su associer nationalisme et autoritarisme.

> Populiste dans la forme, fasciste sur le fond

Bien qu'une part importante de sa rhétorique soit de nature populiste, Duterte ne montre cependant aucune velléité de se servir des masses pour imposer par la force une réforme redistributive. Comme les fascistes traditionnels, il cherche plutôt à équilibrer les forces de classe tout en imposant l'image de quelqu'un qui est au-dessus de la lutte des classes. Pendant sa campagne électorale, Duterte promettait d'en finir avec le travail contractuel, de restreindre l'industrie minière et de restituer aux petits exploitants de cocotiers les taxes injustement perçues par le régime de Marcos, mais ces promesses sont pour la plupart restées lettre morte, alors que dans le même temps les élites du pays se sont alliées à Duterte. Mais si, sur le long terme, Duterte aura besoin de mener à bien des réformes économiques et sociales pour conserver le soutien à son projet autoritaire, l'absence d'avancées en ce sens ne semble pas jusqu'à présent entamer sa popularité à court ou moyen terme.

Pour le moment, l'opposition à Duterte parmi les élites et les institutions gouvernementales est limitée. De même, la hiérarchie catholique, qui s'était illustrée par le passé comme un ardent défenseur des droits de l'homme, hésite à s'en prendre à un leader aussi populaire. L'Église manque en outre de crédibilité, en raison de son niveau de corruption interne et de l'obstination de ses prises de position en matière de planning familial. Si opposition il y a, elle vient de figures isolées, comme la sénatrice Leila de Lima (qui se trouve actuellement derrière les barreaux à la suite d'accusations fabriquées de toutes pièces selon lesquelles elle serait à la solde des barons de la drogue), d'une partie des médias, ou encore de groupes

de défense des droits de l'homme comme la coalition I-Defend.

> Duterte, la société philippine et la sociologie

Quand bien même Duterte est une figure politique répréhensible, sa personnalité et ses contradictions suscitent beaucoup d'intérêt parmi les spécialistes en sciences sociales. Certains s'interrogent sur l'influence de phénomènes socio-historiques sur sa personnalité. Un article récemment publié dans le *New York Times* relatait comment Duterte avait été profondément marqué par les abus sexuels subis dans sa jeunesse dans une école jésuite – un épisode qu'il avait lui-même révélé pendant la campagne électorale de 2016. Le prêtre accusé de ces abus, par la suite muté à Los Angeles, aurait continué à abuser sexuellement d'enfants, sans que ses supérieurs ne cherchent à le punir ou à le livrer à la justice (les Jésuites ont néanmoins fini par devoir verser 16 millions de dollars de réparation aux victimes). Étant donné les dommages psychologiques vraisemblablement subis, la République des Philippines est-elle en train de payer pour les crimes d'un pédophile ?

Sans doute les sociologues se demanderont-ils également, pour reprendre les mots du philosophe John Gray, comment « ce que nous considérons comme les caractéristiques inaltérables de la vie civilisée disparaissent en un clin d'œil ». En particulier après le soulèvement populaire de l'EDSA en 1986, l'archipel philippin était regardé comme un modèle de démocratie libérale. D'aucuns assuraient qu'en renversant Marcos, les Philippines avaient réaffirmé des valeurs historiques intériorisées pendant la période coloniale américaine – des valeurs touchant aux droits individuels, au respect du droit, et à la démocratie. La constitution libérale-démocrate de la République de l'EDSA semblait cristalliser ces valeurs politiques nationales. Et puis, tout à coup, en l'espace de moins

d'un an, une majorité de Philippins s'est prononcée en faveur d'un homme dont la priorité était l'exécution extrajudiciaire d'une certaine catégorie d'êtres humains. Ils sont nombreux à avoir servi de « bourreaux volontaires » de Duterte (pour reprendre l'expression employée par Daniel Goldhagen pour décrire les Allemands pendant la période nazie), ou du moins de « complices volontaires ». Pour certains analystes, le fait que beaucoup de leurs compatriotes acclament Duterte dans sa campagne sanguinaire est quelque chose d'aussi inexplicable que tragique. D'autres, issus du champ des sciences comportementales, estiment au contraire qu'il est temps de se débarrasser du présupposé selon lequel nos concitoyens sont des êtres civilisés, ou des créatures douées de compassion ; dès lors, il s'agirait plutôt d'aborder la société philippine d'aujourd'hui dans la même optique que celle que Goldhagen proposait

pour étudier l'Allemagne nazie :

« On peut aborder [cette] époque [...] avec le regard critique d'un anthropologue débarquant sur des rivages inconnus, disposé à faire la connaissance d'une culture radicalement différente et conscient de la possibilité de devoir peut-être concevoir des explications qui ne correspondent pas à, ou peut-être même qui vont à l'encontre de ses propres notions du bon sens, afin d'expliquer la constitution de cette culture, ses pratiques idiosyncratiques et ses projets et produits collectifs. Ceci permettrait d'admettre la possibilité qu'un grand nombre de personnes [...] ont pu tuer ou ont souhaité tuer d'autres personnes [...] en toute bonne conscience. »

> Génocides comparés

En attendant, le nombre de morts continue d'augmenter. La guerre antidrogue de Duterte a d'ores et

déjà fait plus de victimes que la plupart des entreprises génocidaires de l'histoire récente en Asie du Sud-Est, à l'exception de l'extermination par le régime de Pol Pot de près de trois millions de Cambodgiens dans les années 70 et le massacre en 1965 de près d'un million d'Indonésiens à la suite du coup d'État manqué contre le gouvernement de Sukarno. Récemment, Duterte a annoncé publiquement, avec l'humour sinistre qui le caractérise, qu'il faudrait sans doute encore abattre entre 20.000 à 30.000 personnes de plus pour débarrasser le pays de la drogue. Ayant appris à prendre Duterte au sérieux même lorsqu'il semble plaisanter, de nombreux observateurs craignent fort que le chiffre ne soit encore plus élevé. ■

Toute correspondance est à adresser à Walden Bello
<waldenbello@yahoo.com>

> Surveillance médicale des migrants vers les pays du Golfe

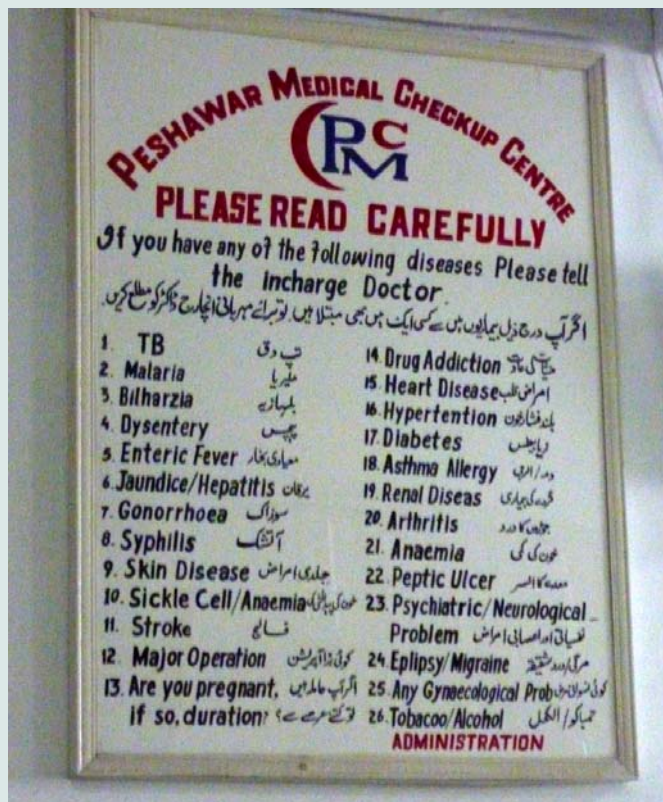
Ayaz Qureshi, Lahore University of Management Sciences (Pakistan)



À Peshawar, des candidats à l'immigration font la queue dans un centre d'examen médical. Photo de Ayaz Qureshi.

Ces 30 dernières années, alors que de plus en plus de pays en développement envoient leurs ressortissants travailler à l'étranger, des citoyens pakistanais ont été recrutés comme ouvriers dans les pays du Conseil de Coopération des États Arabes du Golfe (CCEAG) : Bahreïn, le Koweït, Qatar, Oman, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis. Or pour obtenir un visa pour un pays du CCEAG, les travailleurs migrants doivent remettre des certificats médicaux au moment de leur départ du Pakistan – des certificats qu'ils ne peuvent obtenir qu'auprès de centres

>>



À Peshawar, une affiche listant les maladies à déclarer dans un centre d'examen médical pour candidats à l'immigration.
Photo de Ayaz Qureshi.

d'examen médical agréés par le CCEAG. Ainsi, des milliers de candidats à l'immigration affluent-ils vers ces centres agréés, situés dans quelques-unes des grandes villes du pays, où ils sont soumis à des examens et des tests de dépistage de malformations ou de maladies. Seuls sont sélectionnés ceux qui ne présentent pas de traces de maladie ou d'infection passée ou présente ni de signes de faiblesse physique.

Les États membres du CCEAG ne se gênent guère pour exiger des pays exportateurs de main-d'œuvre de faire le tri parmi les centaines et milliers de candidats à l'immigration pour ne sélectionner que ceux qui sont en bonne condition physique. Des pays comme le Pakistan, qui se retrouvent en concurrence avec l'Inde, le Bangladesh et le Sri Lanka voisins ainsi qu'avec des géants de la région comme la Malaisie, pour bénéficier des envois de fonds en provenance des pays du Golfe, se contentent d'obtempérer. Bien que le gouvernement pakistanais attache une grande importance aux travailleurs migrants dont les transferts de fonds représentent un précieux atout économique (au point de les décrire comme des ambassadeurs officieux dont la responsabilité morale est de rester fidèles à leur identité musulmane et pakistanaise), les citoyens pakistanais présents dans les pays du CCEAG reçoivent peu de soutien des missions diplomatiques de leur pays, surtout préoccupées d'augmenter le quota de visas pour les Pakistanais.

Dans les centres d'examen médical, les cas d'irrégularités et de mauvaises pratiques au cours du processus de dépistage sont légion. La plupart des témoignages de can-

didats à l'immigration traduisent leur sentiment d'exploitation, leur frustration à l'annonce des résultats du dépistage qui sont souvent contredits par d'autres laboratoires privés ou publics, et le sentiment d'être abandonnés par leur gouvernement aux mains d'entreprises chargées de les déclarer aptes ou inaptes à l'immigration.

Ensemble, ces centres forment un solide cartel, des « Associations de Centres Médicaux Agréées par le Golfe » étant chargées de veiller aux intérêts commerciaux de chacun de leurs membres, en maintenant un monopole sur le processus de sélection, en empêchant toute concurrence entre les membres moyennant une distribution égale des effectifs, et en protégeant le personnel des centres contre de possibles attaques de la part d'individus déclarés « inaptes » à la migration ou contre les tentatives des services gouvernementaux pakistanais de les réguler. Les critères de sélection sont établis par le secrétariat du CCEAG en Arabie saoudite, tandis que les caractéristiques des centres – l'équipement, les installations et le personnel des laboratoires – sont censées être suivies de près par ce secrétariat lors d'inspections annuelles.

À la différence des cas bien connus de tests médicaux appliqués aux migrants au point d'entrée, comme c'est le cas à Ellis Island et Angel Island aux États-Unis, le contrôle des candidats pakistanais à l'immigration vers les pays du Golfe intervient au Pakistan même. Et bien que cette forme d'examen médical soit moins visible que les tests souvent décriés pratiqués sur des lieux comme Ellis Island, elle n'en est pas moins vulnérante.

De peur de ne pas réussir à passer ces examens de contrôle médical, certains candidats à l'immigration tombent entre les mains d'escrocs qui ont (ou prétendent avoir) des liens avec le personnel des centres de dépistage. D'autres, qui ne parviennent pas à obtenir de certificat médical même par ces voies officieuses, tentent d'émigrer par d'autres moyens et tombent souvent dans le piège de l'immigration illégale.

Même après avoir obtenu un certificat de bonne santé (souvent après plusieurs batteries d'examens payés au prix fort), le migrant est tenu de se soumettre à une nouvelle série de tests médicaux à son arrivée dans la région du Golfe. En cas de résultat négatif, il est automatiquement renvoyé dans son pays. De leur côté, ceux qui sont autorisés à entrer doivent chaque année subir un nouvel examen médical complet afin de renouveler leur permis de séjour.

Paradoxalement, les données épidémiologiques qui ressortent des examens de contrôle annuel obligatoire nécessaires au renouvellement du permis de travail semblent indiquer que les migrants contractent souvent des infections comme la tuberculose ou le VIH *pendant* leur séjour *dans* les pays de destination, en raison des conditions difficiles de transit et de travail dans lesquelles ils se retrouvent. Pour ce qui est de la transmission du VIH, c'est l'exclusion économique et culturelle qui les oblige à vivre dans des camps exigus de travailleurs sans autre option de loisir que de fréquenter des prostituées.

Tout travailleur identifié comme séropositif à quelque moment que ce soit est immédiatement placé en déten-

tion puis expulsé, souvent sans informer les personnes concernées ni leur ambassade du motif réel de l'expulsion. Des travailleurs sont ainsi renvoyés par leurs employeurs en « congé surprise », et ne sont jamais rappelés ; certains de ces rapatriés ne sont pas autorisés à rassembler leurs objets personnels, régler leurs affaires avec leurs camarades de chambre ou de travail ou même récupérer leur passeport et les salaires impayés avant d'être conduits vers des centres de détention surpeuplés. Beaucoup n'entrent au Pakistan qu'avec un passeport d'urgence d'une page en guise de pièce d'identité ; certains sont alors détenus par les autorités d'immigration pour confirmer leur citoyenneté pakistanaise, un processus qui peut durer plusieurs semaines jusqu'à ce que des membres de la famille trouvent un potentat local pour obtenir la libération de leur fils.

Dans le monde entier, on voit se multiplier les mouvements de protestation pour réclamer un « droit citoyen à la santé ». Les gens demandent aux gouvernements d'assurer l'accès aux soins médicaux et contestent les méthodes insidieuses qui permettent que des pratiques médicales et des diagnostics soient utilisés pour limiter les droits des personnes. Mais au Pakistan, les travailleurs migrants ne semblent guère disposés à se mobiliser ou à s'engager dans un quelconque type d'action collective. Et le gouvernement, de son côté, continue de coopérer avec les États du CCEAG en permettant à leurs agents d'aligner comme du bétail les candidats à l'immigration pour être sélectionnés en fonction de leur état de santé. ■

Toute correspondance est à adresser à Ayaz Qureshi <ayaz.qureshi@lums.edu.pk>

> Participation économique

et violences contre les femmes

Nida Kirmani, Lahore University of Management Sciences (Pakistan)



À Karachi, des femmes engagées dans une activité commerciale.
Photo de Nida Kirmani.

Les agences de développement et les institutions financières internationales soutiennent qu'une plus grande participation des femmes à l'activité économique se traduira à la fois par de la croissance et par une autonomisation des femmes – donc une situation « gagnant-gagnant ». Par ailleurs, on part souvent du principe que les femmes qui sont économiquement actives seront moins vulnérables à la violence sexiste.

Les travaux sur le terrain que j'ai menés à Lyari (Pakistan), l'un des plus anciens quartiers populaires de Karachi, mettent ces hypothèses à l'épreuve d'une réalité complexe.

Avec seulement 22% de femmes occupant un emploi rémunéré, le Pakistan affiche l'un des taux de participation des femmes au marché du travail parmi les plus faibles du monde. Le terrain d'étude choisi, Lyari, recoupe ces statistiques nationales, mais tandis qu'à l'échelle du Pakistan, la plupart des femmes qui travaillent exercent leur activité dans l'agriculture, à Lyari la plupart ont des emplois peu rémunérés comme employées de maison dans les quartiers plus aisés de la ville, ou comme enseignantes dans des écoles publiques ou privées. Certes, le taux d'emploi rémunéré des femmes est peu élevé mais il est en très nette progression par rapport à celui des générations pré-

cédentes. Ceci dit, dans le contexte actuel d'économie néolibérale, les emplois offerts aux femmes sont en règle générale peu rémunérés, précaires et non réglementés.

Avoir une « activité économique » ne se traduit cependant pas nécessairement par une autonomie accrue. Comme le montre Naila Kabeer, les forces du marché, par le biais de discriminations au niveau des salaires et des pratiques d'embauche, tendent à reproduire les inégalités de genre. De la même manière, alors que les responsables politiques estiment souvent que la participation économique des femmes permet à celles-ci de gérer leurs propres revenus ou

d'avoir accès à des aides sociales et juridiques, et que cette plus grande indépendance financière leur permet de sortir de relations violentes, la réalité est plus complexe. En effet, la participation économique des femmes a des répercussions qui dépendent de la nature de l'emploi, des relations de pouvoir au sein de la famille, et des dynamiques qui sont à l'œuvre au sein de leur communauté.

Le fait de percevoir un salaire protège-t-il les femmes des violences sexistes – des violences qui concerneraient entre 39 et 90% des femmes mariées au Pakistan, la plupart des cas n'étant pas signalés ? Les femmes qui travaillent sont-elles mieux armées pour s'opposer aux formes habituelles d'exploitation économique et matérielle d'employeurs qui leur payent un salaire moins élevé ou refusent carrément de les payer ? Les femmes qui ont un travail rémunéré acquièrent-elles un meilleur contrôle des ressources du ménage ou de leurs propres revenus ?

Mes échanges avec des femmes de Lyari révèlent une relation complexe entre l'emploi rémunéré des femmes et les actes de violence conjugale dont elles sont victimes. Le fait d'avoir un revenu a donné à certaines d'entre elles la possibilité de quitter, ou pour le moins d'envisager de quitter, un conjoint violent. Mais même pour ces femmes qui ont un emploi rémunéré, les pressions sociales demeurent fortes – a fortiori si le couple a des enfants – pour les dissuader de quitter un partenaire violent.

Beaucoup de femmes ont évoqué comme une autre forme de violence le double fardeau du travail rémunéré et des responsabilités familiales : le travail rémunéré aug-

mentait parfois les tensions au sein du ménage, qui pouvaient se terminer en disputes voire en violences, sachant que les hommes même sans emploi attendaient souvent de leurs femmes qu'elles assument les tâches domestiques. La plupart des femmes qui avaient un emploi peu rémunéré m'ont confié qu'elles préféreraient ne pas travailler si elles pouvaient se le permettre, et certaines en voulaient à leur mari de ne pas être capable de subvenir aux besoins du ménage. Même si certaines femmes admettaient que le fait d'avoir un revenu leur apportait un certain degré d'indépendance, et quelques-unes disaient apprécier de ne pas être confinées chez elles, la plupart auraient préféré ne pas avoir à assumer le double fardeau de devoir à la fois travailler à l'extérieur et s'occuper de leur ménage.

Pour les rares femmes qui avaient un emploi stable et mieux rémunéré, l'activité économique était décrite comme un choix plutôt qu'une nécessité, ainsi qu'une source d'épanouissement personnel. Ce choix n'allait cependant pas sans un coût social et psychologique : les femmes qui avaient un emploi rémunéré sans être encore mariées – a fortiori si elles étaient appelées à travailler en dehors de leur quartier et si elles gagnaient relativement bien leur vie – étaient souvent la cible de ragots, de railleries et autres manifestations de désapprobation et de mépris, ce qui suscitait chez elles une profonde détresse émotionnelle, nuisait à leur réputation et menaçait leurs possibilités de trouver un mari.

Dans un registre plus optimiste, ce travail de recherche a révélé un changement générationnel. Parmi les femmes plus âgées, beaucoup

parlaient de rester avec leur conjoint violent, la souffrance étant décrite comme une preuve de patience et de vertu. Les femmes plus jeunes, cependant, exprimaient souvent leur rejet de la violence, suggérant que les femmes victimes de violences conjugales devraient quitter leur mari, soit en retournant dans leur famille soit, plus rarement, en s'installant seules. Tandis que le divorce reste mal vu, et que beaucoup de femmes se sentent encore obligées de rester avec leur conjoint violent, il semble qu'elles soient de plus en plus nombreuses à établir des stratégies de résistance. Assurément, le fait d'avoir un revenu indépendant aide les femmes à quitter un mari violent, même si cela ne garantit pas qu'elles puissent le faire.

Dans l'ensemble, cette étude semble indiquer que la participation économique des femmes ne garantit pas leur autonomisation. Le travail rémunéré peut certes renforcer leurs capacités de négociation mais cela a un prix. Au Pakistan, les femmes sont de plus en plus nombreuses à intégrer le marché du travail, mais elles le font alors que les opportunités d'emploi stable et bien payé sont rares. Pour véritablement doter les femmes d'une autonomie accrue, l'accès à l'emploi doit s'accompagner d'importants changements structurels : il leur faut des emplois stables et bien rémunérés ; les relations de pouvoir entre hommes et femmes à la maison comme dans la société doivent évoluer afin que les responsabilités domestiques soient également assumées par les hommes ; et enfin, il est nécessaire que la mobilité et l'indépendance croissantes des femmes soient admises par le plus grand nombre. ■

Toute correspondance est à adresser à Nida Kirmani
<nida.kirmani@lums.edu.pk>

> Divorces dans la diaspora

Kaveri Qureshi, Lahore University of Management Sciences (Pakistan)



Lors d'un mariage pakistanais au Royaume-Uni, la future mariée attend avec appréhension son futur époux. Photo de Kaveri Qureshi.

Londonienne d'origine pakistanaise, Sukaina est aujourd'hui âgée de 38 ans. Mariée à 18 ans à un cousin du Lancashire, à 25 ans elle était déjà mère de trois enfants. Mais avant même la naissance de son troisième enfant, son mariage semble déjà irrémédiablement condamné. Son mari a commencé à travailler comme chauffeur de taxi. Profitant des horaires flexibles et de la mobilité associés au métier, il reprend une liaison qu'il a eu avant son mariage avec une jeune Britannique blanche, recommence à boire, puis, d'après Sukaina, passe aux drogues dures. Six mois durant, Sukaina s'abstient de parler de ses problèmes de couple à ses parents, sachant que pour eux, « mon mariage était un rêve devenu réalité – le fait que je me sois mariée à quelqu'un de la famille – et ils étaient heureux et

puis il y avait ces trois beaux enfants, bref tout était parfait. Et donc je pensais que je ne pouvais pas leur briser le cœur comme ça ». Même lorsqu'elle se décide finalement à demander de l'aide à ses parents, il lui faudra encore deux ans avant de quitter la maison de ses beaux-parents dans le Lancashire pour revenir vivre à Londres, et encore deux autres années avant qu'elle ne demande le divorce.

À l'instar d'autres communautés d'origine sud-asiatique, les *British Pakistanis* [Pakistanais-Britanniques, c'est-à-dire à la fois les citoyens britanniques d'origine pakistanaise et les Pakistanais installés au Royaume-Uni] ont longtemps été perçus comme les bastions de la famille traditionnelle, où le mariage était quasi généralisé et les divorces très rares. Des histoires comme celles de Sukaina ont été

maintenues dans l'ombre et réduites au silence sous le poids de codes stéréotypés vantant de « solides valeurs familiales ». Les membres extérieurs à cette communauté tendent à porter le même regard sur les familles pakistano-britanniques. En 2007, après avoir passé deux jours avec une famille pakistanaise de Birmingham, David Cameron, à l'époque chef du Parti conservateur, vante les mérites de ces familles britannico-asiatiques « incroyablement solides et unies », avant d'ajouter qu'il en est arrivé à penser que « ce sont les Britanniques eux-mêmes qui gagneraient à mieux intégrer le mode de vie britannico-asiatique, et non l'inverse ».

En se basant sur les données de l'Enquête nationale sur les minorités ethniques en Grande-Bretagne (*Fourth National Survey of Ethnic Minorities*) menée au milieu des années 90, le sociologue quantitatif Richard Berthoud avait établi un taux de séparation et de divorce chez les *British South Asians* (Britanniques d'origine indo-pakistanaise) de 4%, soit un taux plus de deux fois inférieur à celui des *White British*, les Britanniques de race blanche (9%), et plus de quatre fois inférieur à celui des Afro-Caribéens britanniques (18%). Berthoud décrivait les *British South Asians* comme étant « de la vieille école », « fidèles à l'histoire et aux traditions de leur communauté » et résistant à l'individualisme ambiant. Cependant, les données de l'Enquête trimestrielle sur l'emploi (*Labor Force Survey*) pour la période 2010-13 montrent qu'aujourd'hui en Grande-Bretagne le pourcentage d'adultes mariés qui

>>

sont séparés ou divorcés est d'environ 10% chez les musulmans pakistanais et les indo-sikhs, 8% chez les musulmans bangladais, 7% chez les musulmans indiens et 6% chez les hindous indiens, alors qu'elle est de 20% chez les *White British*, 27% chez les Afro-Caribéens et 23% chez les Britanniques d'origine ethnique mixte. Bien que les Indo-Pakistanaïens restent moins enclins que d'autres adultes résidant en Grande-Bretagne à admettre au cours des enquêtes sociales l'échec de leur mariage, les ruptures conjugales ont augmenté parmi les musulmans pakistanais et bangladais et les sikhs indiens jusqu'à se rapprocher des niveaux observés dans la population blanche britannique d'il y a 20 ans, au milieu des années 90 – à une époque où les préoccupations d'un Anthony Giddens concernant « la société de la séparation et du divorce » commençaient à faire l'objet d'un vaste débat en Grande-Bretagne.

En m'appuyant sur une étude ethnographique menée entre 2005-2007 et 2012-2014 à Londres et dans la ville de province de Peterborough, je montre que l'augmentation des ruptures conjugales est en train de changer la vie des familles de la diaspora pakistanaise, à commencer par l'augmentation du nombre d'hommes et encore davantage de femmes qui résistent aux pressions de leur entourage pour se remarier. Des 52 hommes et femmes divorcés que j'ai interviewés, 30 s'étaient remariés avant la fin de mon étude sur le terrain, mais 22 ne l'avaient pas fait, parmi lesquels seuls six étaient des hommes. Sukaina, par exemple, était après sa séparation restée célibataire pendant plusieurs années, et tenait à le rester. Après avoir souffert de dépression clinique pendant plusieurs années après la séparation, elle a cependant pu, grâce au soutien de ses proches, suivre une formation pour adultes, obtenir son diplôme d'assistante pédagogique et commencer à travailler, ce qui lui a

permis de compléter puis finalement de substituer la plupart des aides sociales sur lesquelles elle avait dû compter. Une fois laissé derrière elle son rôle de belle-fille comme il faut auquel ses parents l'avaient « préparée », Sukaina a longtemps ignoré les appels de ceux-ci, qui lui conseillaient de se remarier. « Au début, je ressentais de la haine pour les hommes, je les haïssais vraiment, au point de ne plus supporter leur vue ni leur odeur », disait-elle. Certaines personnes divorcées m'ont confié s'être remariées pour donner une famille de deux parents « en bonne et due forme » à leurs enfants, mais dans le cas de Sukaina comme de beaucoup d'autres, la réticence à l'idée d'introduire un beau-père dans leur famille déjà malmenée les dissuadait fortement de se remarier.

Si un certain nombre d'hommes et de femmes choisissent désormais de ne pas se remarier après leur divorce, ceux et celles qui se remarient ont davantage tendance à choisir leur partenaire. Des 67 premiers mariages décrits par les personnes que j'ai interrogées, 58 m'ont été présentés comme des mariages conventionnels arrangés, et seulement neuf comme des mariages d'amour. À l'inverse, des 49 remariages dont j'ai été informée, seuls 20 étaient de classiques mariages arrangés, neuf étaient des mariages d'amour arrangés – c'est-à-dire où l'union était à l'initiative du couple mais présentée à leur entourage comme un mariage arrangé – et 20 autres étaient des mariages d'amour pleinement organisés par le couple. Il apparaît donc que les remariages impliqueraient beaucoup plus souvent une véritable fréquentation et relation intime avant le mariage. À noter par ailleurs que ces remariages choisis par les partenaires eux-mêmes ont fini par recevoir l'aval des familles et de l'entourage des divorcés.

L'expérience de Sukaina est représentative d'une autre tendance : les

remariages transcendent souvent les divisions raciales, ethniques, de caste et de religion. Après près de dix années passées sans partenaire, Sukaina est tombée amoureuse de Sukhwinder, un divorcé sikh d'origine indienne. Sukhwinder accepta de se convertir à l'islam, et le couple s'est marié au cours d'une petite cérémonie islamique à laquelle n'ont assisté qu'une des sœurs de Sukaina et trois témoins masculins. Cette évolution vers des relations consensuelles ne manquera pas de réjouir les progressistes ; pourtant, Sukaina a été profondément déçue : Sukhwinder n'a donné aucun signe d'une conversion sérieuse à l'Islam, ni n'a abandonné le turban qui l'identifiait comme sikh. Au moment de mon enquête, Sukaina n'avait donc pas trouvé le courage de parler à ses parents de ce second mariage et envisageait d'« y mettre fin ».

J'ai constaté lors de mes travaux que les seconds mariages étaient souvent peu solides. Pour neuf des 30 personnes remariées interrogées, le second mariage s'était conclu par une séparation ou avait été suivi d'un troisième mariage, tandis que plusieurs autres des seconds et troisièmes mariages inclus dans mes recherches étaient déchirés par les conflits – ce qui nous rappelle à quel point la sociologie du divorce s'est peu intéressée jusqu'ici aux nouvelles unions. En effet, il nous faudrait étudier non pas seulement les divorces, mais aussi les unions libres et les remariages successifs, et également s'interroger sur l'évolution des normes du mariage dans le contexte des migrations, du transnationalisme et des diasporas, la tendance jusqu'à présent ayant consisté à considérer comme statique la culture d'origine « laissée derrière soi ». Mes recherches suggèrent que cela n'a pas été le cas par le passé, pas plus que ce n'est le cas aujourd'hui. ■

Toute correspondance est à adresser à Kaveri Qureshi
<kaveri.qureshi@lums.edu.pk>

> Agenda sécuritaire et islamophobie au Royaume-Uni

Tania Saeed, Lahore University of Management Sciences (Pakistan)



Illustration : Arbu.

En Grande-Bretagne, écoles et universités sont de plus en plus impliquées dans le programme sécuritaire du gouvernement. Dans le cadre du *Counter-Terrorism and Security Act*, la loi antiterroriste adoptée en 2015, elles ont « l'obligation légale » de signaler tout étudiant susceptible d'être en voie de radicalisation. Les signes ou symptômes de cette « radicalisation » restent difficiles à définir ; en revanche, il est clair que l'étudiant « vulnérable » a de fortes chances d'être un musulman. Fait plus problématique encore, des opinions extrémistes non violentes peuvent également faire de vous un suspect dès lors qu'elles sont jugées en contradiction avec les « valeurs britanniques », avec pour conséquence que dans les universités ces opinions risquent plus d'être réduites au silence que remises en question ou débattues.

Mais à la loi antiterroriste de 2015, votée dix ans après les attentats de Londres du 7 juillet 2005, viennent s'ajouter d'autres mesures de lutte contre le terrorisme également axées sur les établissements d'enseignement. Les étudiants musulmans ont l'habitude d'être considérés comme « suspects ». D'après le rapport *Prevent Strategy* de 2011 du gouvernement britannique, les services de sécurité collaboraient déjà avec les établissements d'enseignement pour surveiller les étudiants « à risque ». Quelques cas – un ancien étudiant de l'Université de Londres, Umar Farouk Abdulmutallab, qui avait tenté de faire sauter un avion à destination

des États-Unis ; une autre ancienne étudiante, Roshonara Choudhry, qui avait poignardé un député britannique pour venger le peuple irakien ; de jeunes étudiants partis rejoindre l'organisation État islamique – ont renforcé les craintes concernant les étudiants musulmans. Mais la nouvelle loi a érigé la surveillance à l'université en obligation légale. Plutôt que de nouer le dialogue avec les étudiants musulmans, cette politique les aliène, ce qui a pour effet paradoxal d'accroître le sentiment d'insécurité. Tandis que les hommes musulmans sont perçus comme une menace plus immédiate, les femmes musulmanes sont considérées tantôt comme des victimes, tantôt comme des figures radicales ostensiblement cachées derrière leur voile.

Une étude menée entre 2010 et 2012 s'est intéressée aux récits biographiques de 40 jeunes musulmanes étudiantes et ex-étudiantes des universités britanniques, et en particulier à leur expérience de l'islamophobie et des mesures sécuritaires mises en place par le gouvernement britannique. Réalisée à un moment où les personnes identifiées comme des musulmans pakistano-britanniques étaient considérées comme particulièrement suspectes, l'étude concernait à la fois des étudiantes britanniques d'ascendance pakistanaise et des ressortissantes pakistanaises venues étudier au Royaume-Uni, et aussi bien des femmes musulmanes dont les coutumes vestimentaires exprimaient différents « degrés de religiosité », du voile intégral (*niqab*) au voile islamique (*hijab*) complété par une robe longue (*jilbab*), en passant par la tunique traditionnelle pakistanaise (*kameez*) et le pantalon qui va avec (*shalwar*), que des musulmanes pratiquantes sans aucun signe extérieur permettant de les identifier en tant que telles. L'étude s'est intéressée plus particulièrement au cas des *Islamic Student societies* ou *Isocs*, les associations d'étudiants musulmans qui avaient fait l'objet de critiques pour n'avoir pas su empêcher la radicalisation à l'université. Des assis-

tantes sociales, des représentants des syndicats étudiants et des responsables des *Isocs* ont également été interviewés.

L'expérience des femmes interrogées variait en fonction de leur apparence physique. Le *niqab* attirait bien évidemment plus l'attention, et les jeunes femmes qui le portaient racontaient avoir été insultées et traitées d'extrémiste ou de « femme d'Osama Ben Laden », le voile devenant le marqueur physique d'une religion ou d'une identité étrangères. Les personnes interrogées témoignaient avoir été la cible de propos racistes qui de fait, en disaient plus sur leur auteur que sur leur cible – en particulier dans les cas où le terme de « lesbienne » était utilisé contre une musulmane portant le *niqab* ou le *hijab*. Employé comme une insulte, ce terme reflète les préjugés hétéro-normatifs des islamophobes, selon lesquels la femme musulmane devient d'autant plus anormale qu'elle se distingue des autres. À l'inverse, les femmes musulmanes qui ne portaient pas de signes religieux avaient le sentiment de ne jamais être suffisamment musulmanes aux yeux des non-musulmans, et de devoir justifier leurs croyances. La mode vestimentaire pakistanaise, en revanche, suscitait des stéréotypes sur les femmes pakistanaises peu instruites et culturellement opprimées, victimes d'une culture primitive qui défend les crimes d'honneur et les mariages forcés.

Ces étudiantes devaient faire face à ce genre de situations à la fois à l'université et en dehors, mais ce sont surtout les membres des *Isocs* qui étaient visés. Celles-ci étaient souvent obligées de se défendre non seulement face à l'administration de leur université qui se méfiait des activités organisées par leur association et des intervenants conviés, mais aussi face à des musulmanes qui s'autoproclamaient « modérées ». Les personnes interrogées expliquaient ainsi comment ces musulmanes « modérées » évitaient généralement les activités organi-

sées par les *Isocs* de crainte d'être elles-mêmes taxées d'islamistes radicales, tandis que les membres des *Isocs* témoignaient avoir été traitées de terroristes et se demandaient si leur association n'avait pas été surveillée par les agences de renseignement ou infiltrée par des indicateurs. Beaucoup ont également évoqué comment la peur d'être assimilées aux extrémistes radicaux les incitait à pratiquer l'autocensure, et même pour certaines étudiantes à éviter toute activité politique.

L'association faite entre « pakistanaise » et « musulmane » a également mis en évidence une autre forme de vulnérabilité, le musulman pakistanaise se retrouvant la cible de mesures d'hypersécurisation à un moment où, dans le contexte de la « guerre contre le terrorisme » menée sur le sol pakistanais, la communauté pakistanaise était perçue avec une suspicion accrue. Ainsi, certains étudiants ont-ils sans doute évité de s'impliquer dans des causes politiques liées au Pakistan mais se sont quand même mêlés de causes liées aux printemps arabes ou à la question palestinienne. D'autres ont confié avoir menti sur leur nationalité, en particulier après l'attentat du 7 juillet 2005.

D'après les résultats de cette étude, il semblerait que les différentes communautés musulmanes aient une perception du discours sécuritaire différente en fonction de leur niveau de religiosité mais aussi de leur identité ethnique ou nationale. Le *Muslim ban*, le décret anti-immigration du Président Trump dirigé en 2017 contre certains pays musulmans, ainsi que l'importance accordée à la Syrie et aux pays voisins dans la lutte mondiale contre le terrorisme, témoignent de la diversité des réactions auxquelles sont confrontées les différentes communautés musulmanes dans un contexte socio-politique en constante évolution.

Si le degré de religiosité a certes eu une influence sur les niveaux de suspicion et de discrimination subis

au quotidien, l'étude témoigne également des efforts de sensibilisation menés par les étudiants pour combattre les préjugés. Au travers d'initiatives comme l'*Islam Awareness Week* (semaine de sensibilisation à l'islam), ou simplement en cherchant à bousculer les idées reçues sur l'islam, des groupes d'étudiants musulmans ont tenté de modifier les comportements. Si certains étudiants ont rejeté l'idée de devoir affirmer leur « normalité » ou leur innocence, il ne faut guère sous-estimer les efforts réalisés par d'autres, à la fois musulmans et non musulmans, pour s'opposer à l'escalade sécuritaire.

Beaucoup d'universités étaient conscientes de leur « devoir de protection » des étudiants, à savoir à la fois d'assurer la « liberté d'expression » et l'« obligation légale » de signaler tout étudiant considéré « en risque » de radicalisation. Or ce « devoir de pro-

tection » a parfois été compromis, comme dans le cas de Mohammad Umar Farooq, un étudiant de l'Université du Staffordshire signalé aux autorités par le personnel de son université pour avoir lu un manuel consacré aux études sur le terrorisme, ou celui de Rizwaan Sabir, signalé pour avoir téléchargé un manuel d'Al-Qaïda (par ailleurs disponible dans les librairies) pour son travail de recherche, ou encore le cas d'élèves signalés par erreur aux autorités. Les universités vont manifestement continuer à être impliquées dans le programme sécuritaire du gouvernement, à en juger par la stratégie adoptée par le Conseil de Financement de l'Enseignement supérieur pour l'Angleterre, qui vise à mettre à exécution « l'obligation légale » des universités en vertu de la loi antiterroriste de 2015. Les étudiants musulmans interrogés dans le cadre de cette étude se sont dit disposés à s'entretenir avec les services de

sécurité, à condition de ne pas être constamment l'objet de soupçons. Ils reconnaissent par ailleurs que même si la plupart des jeunes musulmans britanniques rejettent les organisations comme l'État islamique, il s'agit là d'un problème auquel il est important de s'attaquer. De fait, parmi les personnes interrogées, la plupart voulaient relever le défi au sein de leur université. Mais en rendant tous les étudiants musulmans suspects et en renforçant une culture de l'insécurité où les opinions sujettes à controverse sont évitées sans être discutées, les universités créent une atmosphère où les étudiants musulmans se retrouvent exposés à l'islamophobie et aux discriminations ; elles risquent par là de manquer à leur « devoir de protection » à l'égard des étudiants musulmans et de ne devenir qu'un simple rouage de plus au service de l'appareil sécuritaire de l'État. ■

Toute correspondance est à adresser à Tania Saeed
<tania.saeed@lums.edu.pk>

> Les infrastructures, un enjeu politique

Amen Jaffer, Lahore University of Management Sciences (Pakistan)



*Les ramasseurs se battent pour récupérer des déchets recyclables avant que les camions de la compagnie Ozipak ne les emportent.
Photo de Khurram Siddiqi.*

Depuis les années 90, l'économie pakistanaise a été transformée par les politiques de privatisation et de dérégulation. Cet ordre économique néolibéral, qui fait largement consensus au sein de l'élite politique, a été maintenu aussi bien par les gouvernements élus démocratiquement que par le régime militaire. Mais le gouvernement actuel dirigé par la Ligue musulmane du Pakistan (PML-N) se distingue par l'importance qu'il accorde aux infrastructures. Depuis les années 90, les gouvernements successifs du PML-N ont fondé leur politique économique et leur stratégie politique sur le « développement » des infrastructures – dont, tout récemment, le *China Pakistan Economic Corridor* (CPEC), un projet qui à en croire les autorités devrait « changer la donne », en améliorant radicalement la situation économique du Pakistan.

D'après le gouvernement pakistanais, ces projets de nouvelles infrastructures routières, ferroviaires et énergétiques – en grande partie financés par des emprunts auprès du gouvernement chinois, et souvent mis en œuvre par des entreprises chinoises – vont attirer les investissements privés nationaux et étrangers, ce qui permettra de créer des emplois et de nouveaux débouchés économiques pour les Pakistanais.

Or cette stratégie économique part de l'hypothèse qu'investir dans de grands projets d'infrastructures suffit à dynamiser l'activité économique – et ce, malgré des expériences peu convaincantes dans le passé, comme celle de l'autoroute peu fréquentée reliant Lahore à Islamabad, construite dans les années 90 par un gouvernement précédent du PML-N.

>>



Un camp où les ramasseurs font le tri des déchets qu'ils ont collectés en ville.
Photo de Khurram Siddiqi.

Un peu partout dans le monde, il apparaît de plus en plus clairement que les grands projets d'infrastructures profitent avant tout aux multinationales et aux investisseurs étrangers. Dans un pays comme le Pakistan, où les services publics sont au bord de l'effondrement et où le système éducatif et le système de santé figurent systématiquement parmi les moins bien classés du monde, de telles priorités de dépenses publiques ne tiennent manifestement pas compte des besoins réels de la population. Qui plus est, des projets comme celui du CPEC sont essentiellement axés sur les besoins en infrastructures des multinationales, au mépris et au détriment du secteur dit « informel » dans lequel la majorité des Pakistanais pauvres travaillent, ce qui a pour effet de creuser encore davantage les inégalités économiques déjà considérables dans le pays.

Prenons par exemple le projet de gestion des déchets solides à Lahore. En 2010, le gouvernement local du Pendjab a privatisé le ramassage, le transport et l'élimination des déchets de Lahore, tâches désormais confiées à la *Lahore Waste Management Company* (LWMC) constituée en tant qu'entreprise publique, qui a par la suite externalisé ses opérations auprès de deux multinationales turques, Ozpak et Albayrak, payées environ 20 dollars par tonne de déchets déposés dans les décharges de LWMC. La construction de nouvelles routes tout comme l'extension et la réfection des routes existantes ont considérablement facilité les opérations de Ozpak et Albayrak, en permettant un fonctionnement plus efficace de leurs camions à benne et autres machines.

L'un des centres opérationnels de Ozpak est situé à proximité de la *Lahore Ring Road* (LRR), une autoroute à six voies construite récemment. Les déchets en provenance de différentes localités sont ramassés et transportés vers l'unité de Ozpak par une flotte de camions de ramassage, pour la plupart des véhicules de grand gabarit importés de l'étranger et équipés de dispositifs de levage et de com-

package des ordures. (Sur les routes plus étroites, Ozpak emploie des camionnettes de moindres dimensions, assemblées au Pakistan et équipées d'une technologie spécialisée.) Une fois les déchets transportés jusqu'aux installations de Ozpak, des chargeurs mécaniques les font passer dans des camions plus grands équipés de bennes à ordures, pour les transporter jusqu'à la décharge de Lakhodar dont LWMC est le propriétaire et, qui, comme par hasard, se trouve sur la *Ring Road*. À l'évidence, la LRR constitue donc un élément clé de ces opérations, puisqu'elle permet à Ozpak de faire des économies considérables de carburant, de temps et de main-d'œuvre.

Le niveau de sophistication technologique des opérations assurées par Ozpak contraste fortement avec les pratiques des ramasseurs d'ordures du secteur « informel », qui récupèrent les déchets et tout ce qui peut être recyclé à travers toute la ville en les transportant à pied, dans des carioles tirées par des ânes, à vélo ou en scooter. Certains collectent les ordures de porte à porte pour une rétribution mensuelle modique, tandis que d'autres fouillent en quête de déchets recyclables dans les tas d'ordures laissés sur le bord des routes et dans les décharges. À noter que tandis que Ozpak ne permet pas l'entrée de ces ramasseurs dans ses installations, la plupart des décharges et centres de tri gérés par le gouvernement leur sont ouverts et c'est là qu'ils font le « sale boulot » qui consiste à séparer et trier ce qui est recyclable – verre, papier, carton, plastique ou métal – du reste des déchets. Ces déchets recyclables sont alors vendus à de petites entreprises de recyclage, qui réalisent à leur tour un nouveau tri avant de les vendre à de petites installations industrielles qui les transforment en matériaux réutilisables.

Bien qu'ils soient un élément clé de l'industrie du recyclage, les ramasseurs de déchets, qui réalisent un travail particulièrement éprouvant dans des conditions extrêmement dures et souvent dangereuses, se retrouvent pourtant au bas de l'échelle dans ce secteur : outre que leurs reve-

>>

nus sont très bas et incertains, ils souffrent de la stigmatisation et de la discrimination liées à leur activité. Comme on peut s'y attendre, la plupart appartiennent aux catégories les plus basses de la hiérarchie sociale de Lahore.

Mais leur malheur ne s'arrête pas là : la transformation des infrastructures routières de Lahore menace directement et indirectement les maigres revenus de ces ramasseurs informels. La LRR, par exemple, a représenté pour eux un préjudice à plusieurs égards. Premièrement, leurs modes de transport habituels – des carioles tirées par des ânes ou des vélos – sont interdits de circulation sur la LRR, ce qui oblige les ramasseurs à passer par des routes secondaires déjà saturées. Deuxièmement, leur travail les oblige souvent à traverser la LRR, ce qui implique de parcourir de longues distances car les endroits prévus à cet effet se trouvent à des kilomètres les uns des autres, ou de prendre le risque de traverser à pied à d'autres endroits non signalisés où les véhicules circulent à grande vitesse. Ainsi, loin de faciliter le travail des ramasseurs, la nouvelle autoroute devient une entrave et un fardeau supplémentaire.

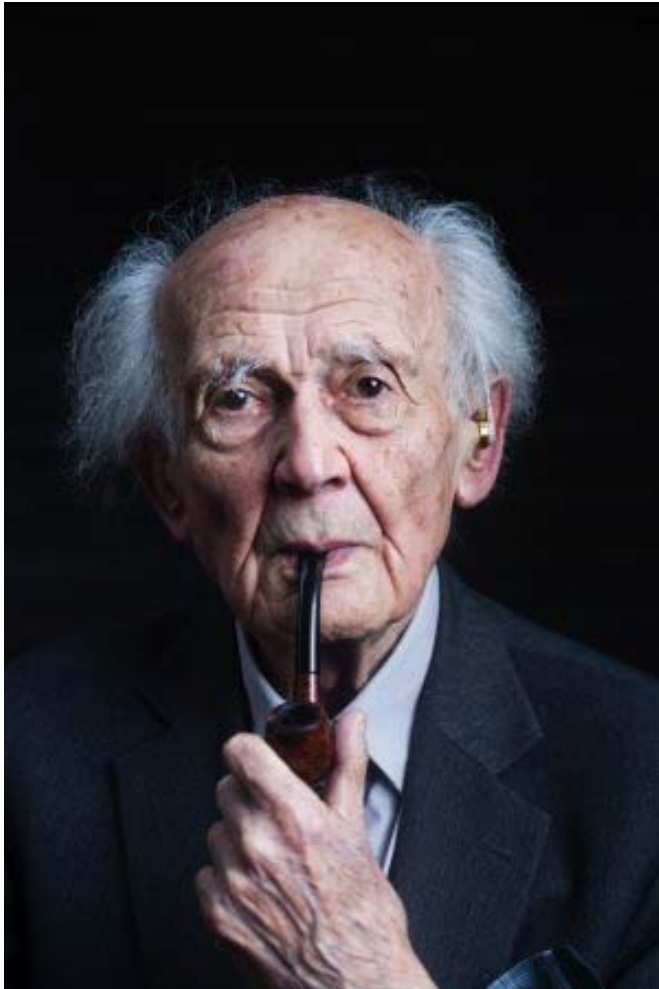
Indirectement, la LRR avantage aussi les entreprises du secteur, dont les intérêts se heurtent souvent à ceux des ramasseurs. Dans certains quartiers, les habitants ne font plus appel à ces ramasseurs du secteur informel pour collecter leurs ordures car les entreprises du secteur se chargent désormais de le faire dans leur rue. En outre, les méthodes de ramassage employées par ces entreprises rendent les déchets moins accessibles aux ramasseurs isolés en réduisant la marge de temps disponible pour faire le tri ; pour ces entreprises, le travail de recyclage des ramasseurs constitue une entrave à leur activité car il a pour effet de ralentir leurs opérations.

Le développement des infrastructures routières de Lahore a par conséquent permis aux entreprises du secteur des déchets d'engranger des bénéfices à la fois garantis et de plus en plus importants, tout en soumettant les ramasseurs informels à des difficultés économiques accrues. Certes, des camions de ramassage équipés de la technologie appropriée sont nécessaires pour assurer une gestion efficace des déchets dans une ville en pleine expansion comme Lahore. Mais la privatisation de ce secteur a été mise en œuvre sans prendre en considération les conditions de vie de citoyens pauvres et marginalisés, contribuant par conséquent à aggraver leur situation.

La gestion des déchets solides est un secteur industriel parmi tant d'autres où les nouvelles infrastructures publiques n'ont fait qu'exacerber les inégalités dans le pays : les groupes qui sont économiquement marginalisés n'ont pas été associés aux processus de planification et d'élaboration. Il y a néanmoins des raisons d'espérer : pour certaines communautés pauvres, les infrastructures sont désormais au cœur de leur lutte citoyenne. Les recherches que nous avons menées montrent qu'un certain nombre de ces mouvements ont eu recours à des manifestations et autres stratégies politiques pour réclamer, avec succès, une amélioration des infrastructures dans les zones défavorisées. Les alliances traditionnelles qui ont orienté, par le biais de projets d'infrastructures, les ressources publiques du pays vers les intérêts d'entreprises privées risquent par conséquent de devoir faire face à de nouvelles contestations politiques de la part des citoyens. ■

Toute correspondance est à adresser à Amen Jaffer <amen.jaffer@lums.edu.pk>

> La vision morale de Zygmunt Bauman



| Zygmunt Bauman.

Le sociologue polonais Zygmunt Bauman est décédé à l'âge de 91 ans, à l'issue d'une remarquable carrière qui aura fait de lui l'un des sociologues majeurs de notre époque au niveau mondial. Il est très difficile de résumer la vie et les travaux d'une figure d'une telle importance, mais il est vrai, pour reprendre les termes de Keith Tester, qu'« on ne trouvera plus jamais dans le monde universitaire quelqu'un comme Zygmunt Bauman. Il fait partie de cette génération d'intellectuels d'Europe centrale et de l'Est qui ont véritablement vécu les tragédies du XX^e siècle. Il a connu ce que d'autres ont seulement décrit. »

Bauman est né en 1925 à Poznan, en Pologne, dans une famille juive. Il est contraint de s'enfuir avec sa famille vers l'Union soviétique pour échapper à l'invasion des armées nazies. Quatre ans plus tard, il intègre l'armée polonaise en Union soviétique, et combat sur le front de l'Est. Bien que blessé, il retourne au combat et participe à la bataille de Berlin en 1945.

Dans la Pologne de l'après-guerre, Bauman est rapidement promu au grade de capitaine de l'armée et devient un responsable politique. À ce stade, il semble avoir été un communiste assez idéaliste, mais sa foi dans le parti est sévèrement mise à mal au début des années 50, lorsqu'il est écarté de l'armée à l'occasion d'une purge antisémite. Il se réoriente rapidement vers une carrière universitaire, et en 1954 commence à enseigner les sciences sociales à l'Université de Varsovie. Il fait alors une brillante carrière en sociologie, publiant sur une grande diversité de sujets. Au milieu des années 60, il occupe la chaire de sociologie générale à l'Université de Varsovie.

Cependant, il semble que Bauman soit considéré par les autorités comme ce qu'on appelle alors un « révisionniste marxiste », en particulier après avoir signé des articles suggérant son scepticisme à l'égard de certains aspects du socialisme d'État, notamment dans un article sur les limites de la planification. Son poste est loin d'être assuré, et lors d'une nouvelle purge des universitaires juifs en 1968, il est licencié en même temps que cinq autres professeurs de l'Université de Varsovie. Plus tard au cours de cette même année, Bauman et sa famille quittent la Pologne. Après avoir occupé temporairement une série de postes universitaires en Israël, en Australie et au Canada, il finit par s'installer en Grande-Bretagne. De 1971 jusqu'à

son départ à la retraite, il sera professeur de sociologie à l'Université de Leeds.

Une fois installé à Leeds, Bauman s'impose rapidement comme une figure connue de la sociologie britannique. Sa maîtrise de plusieurs langues européennes ainsi que sa connaissance des théories philosophiques et sociologiques le disposaient à participer à l'explosion d'intérêt pour la théorie continentale. Dans les années 80, il est considéré comme une figure clé dans l'étude de ce qu'on appelle la « postmodernité ». Cependant, Bauman se rend rapidement compte des risques d'être enfermé dans ce qui est alors considéré comme un cadre intellectuel plutôt apolitique, voire réactionnaire.

Afin de maintenir une position critique à l'égard de l'ordre social émergent à un moment aussi délicat, il choisit l'image exploratoire de la société « moderne liquide ». D'abord en 2000 avec *Liquid Modernity* (« La modernité liquide »), Bauman explore les effets de la marchandisation et de l'individualisation qui caractérisent le projet néolibéral dans son ensemble, avec, toujours, le souci des souffrances et des préjudices que celles-ci infligent à tant de gens.

Le thème central de tous les travaux postérieurs de Bauman porte sur la nature de la modernité. Le livre qui met le mieux en lumière cette analyse est son étude *Modernité et Holocauste* (1989 ; 2002 pour l'édition en français), une œuvre pionnière en sociologie qui lui valut d'être récompensé du Prix européen d'Amalfi. Dans cet ouvrage, il met

l'accent sur l'immense potentialité à faire le mal que porte en lui le projet moderniste à travers la capacité d'organisation « rationalisée » libérée dans les sociétés modernes. À partir de là, tous ses travaux seront porteurs d'un message moral manifeste.

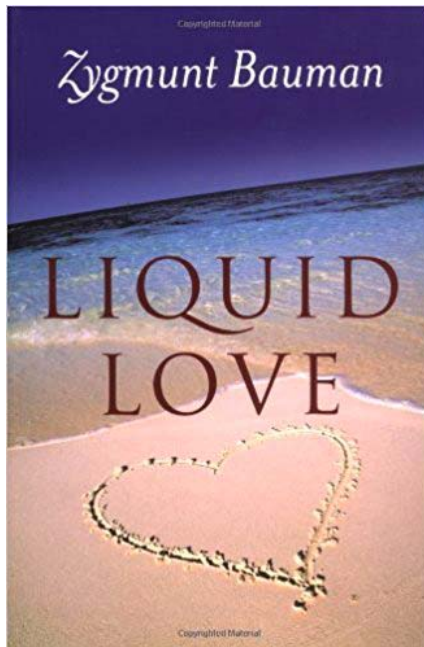
Après avoir publié *Postmodern Ethics* en 1993, Bauman devient une figure de proue de la sociologie de l'éthique, dont il souligne l'importance. Son profond scepticisme à l'égard des représentations sociologiques traditionnelles de la moralité, générées par les terribles horreurs du XX^e siècle – qu'il a, pour certaines, vécues personnellement – le conduit à soutenir intellectuellement le travail du philosophe Emmanuel Levinas. Ce projet encourage Bauman à développer ce qu'on pourrait appeler une phénoménologie morale, où les sources de l'action morale sont considérées comme fondamentales, constitutives de ce qui définit l'être humain, et antérieures aux processus de socialisation.

Le travail de Bauman sur l'éthique a été loin de faire l'unanimité et a souvent été perçu par les sociologues comme une remise en question. Mais l'attention qu'il a portée au plan sociologique (plutôt que philosophique) au pouvoir néfaste des institutions et à leur tendance à limiter et atrophier la capacité morale des agents humains, est remarquable et touche à des questions pressantes. Ses travaux continueront à être lus par tous les sociologues soucieux que leur discipline soit plus qu'une simple science administrative. ■

Peter McMyllor, Université de Manchester (Royaume-Uni)

> Zygmunt Bauman,

un utopiste sceptique



La biographie de Zygmunt Bauman pourrait facilement se confondre avec l'histoire commune de l'intelligentsia polonaise du XX^e siècle. Cette génération, après l'expérience traumatisante de la guerre, a été fascinée par le projet communiste, et s'est trouvée brièvement impliquée dans des tentatives pour corriger « le socialisme réel », avant de prendre conscience de sa nature intrinsèquement totalitaire. Plus tard, la même intelligentsia se retrouvera impliquée dans la chute du régime communiste en 1989, et finira par savourer sa victoire, enseignant au peuple comment utiliser l'exigeant cadeau de la démocratie.

Zygmunt Bauman ne s'inscrit heureusement pas dans cette histoire ni dans la trajectoire qui y a mené. Bien qu'il ait été plongé dans l'histoire, il n'en a jamais suivi les courants dominants. Tout en étant prompt à réagir à l'évolution des contextes historiques, il a réussi à conserver une voix indépendante.

Son approche peut être définie comme un utopisme sceptique : lorsqu'il analysait l'ordre social, Bauman mettait toujours l'accent sur les éléments d'utopie qui servent à maintenir les structures de domination, mais faisait également appel à l'utopie pour renforcer sa critique et plaider pour des transformations sociales. Les racines de cette approche sont profondément ancrées dans son expérience personnelle dans la Pologne d'après-guerre, et irradient ses travaux postérieurs.

> Le stalinisme, une expérience hétérogène

Du moins en Pologne, le principal récit sur l'engagement de l'intelli-

gentsia d'après-guerre se trouve sans aucun doute dans *La pensée captive* de Czeslaw Milosz, qui recevra plus tard le Prix Nobel de littérature. Le livre dépeint les classes sociales cultivées comme dépourvues de religion et ravagées par le nihilisme. Le communisme a rempli ce vide, proposant une explication cohérente du monde et apportant aux intellectuels un espoir en vue de sa reconstruction. Le marxisme était suffisamment complexe pour séduire les esprits d'êtres cultivés, en leur apportant un sentiment de proximité avec à la fois le pouvoir politique et le peuple. Milosz décrit l'adhésion au communisme et aux pratiques stalinienne en des termes quasi religieux, ce qui expliquerait le zèle des jeunes intellectuels et leur engagement en faveur des promesses du nouveau système.

Ce récit reflète sans doute l'expérience d'une nouvelle élite culturelle profondément impliquée dans le stalinisme, mais il ne peut certainement pas permettre de comprendre toutes les voies qui ont conduit au stalinisme ou les diverses façons dont il a été vécu. Cela mérite à notre avis d'être souligné, notamment dans le cas de Julian Hochfeld, un personnage qui a énormément compté pour le jeune Zygmunt Bauman et tout le cercle des sociologues marxistes de l'Université de Varsovie, dont Jerzy Wiatr, Maria Hirszowicz, Włodzimierz Wesołowski et Aleksandra Jasińska-Kania.

Au début des années 1950, Hochfeld appela à la suppression de l'enseignement de la sociologie à l'université en tant que science bourgeoise qui ne devait pas être tolérée dans un État socialiste. Hochfeld ne correspondait pas nécessairement au descriptif de Milosz. Julian Hochfeld était avant-

guerre un chercheur et un militant du Parti socialiste polonais (PPS) qui, après la guerre, espéra qu'il serait possible d'organiser des partis socialistes indépendants sous le régime communiste. Lorsqu'il devint clair que l'objectif de Staline était d'éliminer tous les partis qui étaient restés indépendants par rapport à Moscou, Hochfeld exhorta le PPS à rejoindre le Parti ouvrier polonais [communiste], ce qui se réalisa finalement en 1948 avec la création du Parti ouvrier unifié polonais. L'adhésion de Hochfeld au stalinisme ne provenait pas d'une ferveur idéologique mais d'un choix stratégique face à une marge de manœuvre politique réduite. Mais son espoir de pouvoir poursuivre ses activités politiques au sein du nouveau parti se révéla illusoire. Bien que membre du parlement, il fut rapidement marginalisé, alors qu'il continuait à critiquer le système dans le cadre de ses activités universitaires, en particulier après la fin du stalinisme en 1956. Hochfeld appela à analyser les mécanismes d'aliénation sous le régime socialiste, chercha à ce que soit pris en compte le rôle du parlement en complément du principe de centralisme démocratique, et créa la seule et unique revue scientifique socialiste dédiée à la politique, *Études sociopolitiques*.

Les expériences de son mentor ont eu une certaine influence sur la compréhension qu'avait Zygmunt Bauman du socialisme réel. Bien que Bauman fut sans aucune ambiguïté du côté du camp socialiste durant la guerre froide qui opposa le capitalisme au socialisme, ses écrits et son attitude témoignent de certaines réserves. Suivant le chemin tracé par Hochfeld, Bauman combat sur deux fronts. Il critique le capitalisme en tant que sociologue socialiste, et refuse de se satisfaire du modèle socialiste, dont il montre les défauts sans les réduire à une persistance des mécanismes et habitudes capitalistes.

> Une critique socialiste du socialisme

Dans les ouvrages de Bauman rédigés avant 1948, le capitalisme

comme le socialisme sont décrits comme des sociétés industrielles. Cela signifie que l'un comme l'autre sont caractérisés par une production de masse, le développement de la classe ouvrière, et l'existence d'importantes organisations bureaucratiques. On ne saurait donc appréhender la société socialiste sans également connaître les sociétés capitalistes.

Les travaux de Bauman de cette époque se caractérisent par une volonté d'intégrer de manière critique l'héritage scientifique de la sociologie occidentale à la culture polonaise, afin de créer un cadre théorique permettant d'analyser la société socialiste. Bien sûr cette société diffère du capitalisme au plan de l'organisation de la propriété, des mécanismes de constitution des hiérarchies, et de l'idée de modernisation, qui en régime capitaliste est dictée par les capitalistes plutôt que soumise à une planification socialiste centralisée. Cependant, des deux côtés du rideau de fer, on trouve la dégénération du pouvoir, l'aliénation des travailleurs, et un sens amoindri des liens entre biographie individuelle et vie collective. C'est pourquoi Bauman expliquait dans son ouvrage de 1964, *Sociology in Everyday Life* (qui formera plus tard la base de *Thinking Sociologically*), que la sociologie devait suivre de façon critique ces processus, en s'adressant non pas seulement aux responsables politiques et aux élites mais aussi au peuple.

Le caractère risqué de la voie choisie par Bauman allait bientôt apparaître. En 1965, il se mobilisa pour défendre des étudiants victimes de la répression en relation avec la diffusion de la *Lettre ouverte au parti* – une critique révisionniste du socialisme réel écrite par Kuron et Modzelewski. Bauman, désormais perçu comme une menace potentielle pour le régime à parti unique, devint suspect. Trois années plus tard, à un moment où le gouvernement cherchait à s'assurer une légitimité face aux manifestations étudiantes, l'expulsion de

Bauman de l'université fut considérée comme un symbole de « courage » dans la lutte contre de soi-disant fauteurs de troubles et influences sionistes. Comme des milliers d'autres personnes d'origine juive, Bauman fut contraint de quitter la Pologne et de commencer une nouvelle vie en exil.

> Le rôle utopique du sociologue

Son expulsion de Pologne marqua le début de ce qui fut sa plus longue période de silence (en dehors d'écrits sur les événements antisémites en Pologne et d'un livre de portée générale sur la culture). Son premier livre, *Socialism: The Active Utopia*, dans lequel il cherche à définir le rôle de la critique dans les situations nouvelles, définit la direction des recherches ultérieures de Bauman et son approche par la sociologie critique. Contrairement à de nombreux représentants de l'intelligentsia polonaise, comme par exemple Leszek Kołakowski, Bauman n'a pas totalement rejeté la promesse utopique du socialisme au profit de l'antitotalitarisme.

Dans *Socialism: The Active Utopia*, Bauman appelle à une prise de conscience du rôle croissant de la culture dans l'organisation de la vie sociale contemporaine, et note l'importance de l'individu dans la construction de l'ordre social et dans les luttes d'émancipation. Cette prise de conscience exige de reconnaître d'abord que les phénomènes sociaux ne sont pas tous déterminés par les processus de production, et ensuite que tous les types de domination et d'oppression – Bauman mentionne ici l'Holocauste – ne résultent pas d'une inégalité d'accès à la propriété. En même temps, l'accent mis sur l'individu qui est une caractéristique des sociétés de consommation modernes et des mouvements qui prônent le changement social, nous empêche parfois de voir deux formes importantes de domination : les asymétries mondiales entre le centre et la périphérie, et celles entre les riches et les pauvres au sein de l'État-nation.

L'activité que Bauman a eu par la suite peut être considérée comme une continuation du projet esquissé dans *Socialism: The Active Utopia*. Ses livres remarquables et largement diffusés sur le thème de la modernité et de la postmodernité montrent son scepticisme à l'égard de l'utopie. Il a été historiquement démontré que l'idée selon laquelle il est possible de créer une société prévisible et transparente est une source de violence organisée par l'État à l'encontre de ceux qui n'adhèrent pas à la vision d'une société pure. Dans les sociétés contemporaines postmodernes, ces visions dangereuses ont généralement été abandonnées, mais cela ne signifie pas que nous puissions ignorer les conséquences négatives des idées utopistes sur la culture de notre époque – notamment la croyance en la capacité universelle des individus à se créer librement, en choisissant à partir d'un large éventail de possibilités fournies par le marché. Bauman

décrit l'attrait de cette promesse utopique dans *Modernity and Ambivalence*, mais il en présente aussi les risques, en signalant le sentiment de constante inadéquation, l'activité frénétique d'un sujet à la recherche d'une identité authentique, la dépendance vis-à-vis des experts, et finalement, le danger de réduire autrui aux éléments proposés par le marché.

Outre les conséquences négatives liées au fait de vivre dans une société de consommation, Bauman attire constamment l'attention sur ceux qui en sont exclus. Trop souvent, ces exclus restent invisibles, de puissants mécanismes institutionnels et symboliques les maintenant hors de portée de l'expérience de consommation. Ce sont les pauvres, les sans-abri, les immigrés et les réfugiés, auxquels Bauman faisait référence en parlant de vies sacrifiées. Le rôle de la critique, affirmait-il, est de faire en sorte qu'ils restent visibles, car les exclus

sont des gens qui ont besoin d'aide, de protection et de respect. Le lien qui nous attache à eux ne peut être basé ni sur des intérêts matériels ni sur les avantages politiques que l'on pourrait tirer d'une alliance avec les exclus. Ce lien relève plutôt de l'éthique et repose sur l'élan associé à l'expérience de la communauté de tous les êtres humains.

En voulant porter cet élan utopiste, Bauman s'est retrouvé en opposition avec une grande partie de l'intelligentsia d'Europe de l'Est, qui s'est attribué le rôle de témoin et d'instructeur auprès de sociétés qui tentent de ne pas se laisser distancer par des transformations sociales inévitables. Bauman a montré que si les sociologues doivent comprendre les dynamiques de la vie sociale, ils doivent aussi prendre la défense de ceux qui sont aux marges de la société, et que l'on a privés de leur humanité. ■

Maciej Gdula,

Université de Varsovie (Pologne)

> En souvenir de Zygmunt Bauman



Zygmunt Bauman en compagnie de Peter Beiharz. Photo de Sian Supski.

À la disparition de l'empereur, beaucoup pleurent, et certains se réjouissent. Sommes-nous en présence d'un interrègne ? Zygmunt Bauman était-il un empereur ? Je ne crois pas. Il a eu une renommée tardive, est devenu une célébrité malgré lui, et n'était guère doué pour la gloire éphémère. Il avait coutume de dire que comprendre requiert un effort. Il était une figure influente et désordonnée. À la fois un *insider* et un *outsider*.

Le premier livre de Bauman en anglais, sur le mouvement ouvrier britannique, est paru en 1972. Pour ce travail, Bauman a été mis à l'écart par Edward Thompson, et

resta longtemps dans l'ombre, ou en marge. Il a été ignoré par ses collègues, puis accusé d'auto-plagiat, attaqué pour une sociologie qu'il aurait « fabriquée », à base de métaphores plutôt que fondée sur des bases de données reconnues. Son passé communiste était également mis en cause ; il devait forcément être coupable de quelque chose. Ses épigones le voulaient hors de la scène, afin qu'il ne leur fasse pas de l'ombre.

Pourtant beaucoup de gens, dans beaucoup de pays, ont lu ou écouté Bauman et en ont été transformés. Peut-être cela a-t-il éveillé des jalousies. Bauman ne s'attardait pas sur des notes de bas de page et allait directement au

>>

cœur des problèmes. Il n'écrivait plus pour des collègues qui liraient sans doute ses travaux de manière épisodique, et préférait écrire pour le grand public, pour les gens ordinaires. Il parlait des expériences vécues, de l'expérience du XX^e siècle et de ce qui a suivi ; il nous invitait à assumer les problèmes du monde comme s'il s'agissait des nôtres. Le rôle des intellectuels était de poser des questions, pas d'apporter des réponses à ceux qui avaient réellement ces problèmes, qu'il s'agisse de pauvreté, de mobilité forcée et de souffrance, ou bien d'amour, de perte et de fidélité.

Je pourrais ici raconter une histoire. Bauman n'était peut-être pas un conteur, mais il avait le don de la conversation. Pendant 25 ans, je lui ai chaque année rendu visite à Leeds. La dernière fois que je l'ai vu, c'était en 2015, pour son 90^e anniversaire. Je travaillais à Stellenbosch en Afrique du Sud. Un jour, tel un vieil espion, il a débarqué là-bas, puis nous avons été ensemble au Cap, où nous avons pris l'avion pour Manchester, puis de là le train pour Leeds à travers les Pennines. (J'ai raté son dernier anniversaire. Nous étions à Chengdu, où nous avons été invités à parler des Bauman, Zygmunt et Janina. Les Chinois sont eux aussi profondément intéressés par Bauman).

Avant de partir pour la Chine, je travaillais à un article pour Bauman, pour la *Revue internationale de Philosophie*. Ce qui me fascine dans son travail, c'est que même après 30 années, je n'en ai pas encore épuisé toute la richesse. Quand j'ai emprunté un exemplaire de *Legislators and Interpreters* (1987) à la bibliothèque de l'Université de Stellenbosch, j'ai été heureux de découvrir que chaque page contenait de nombreuses annotations. À la suite de quoi j'ai relu *Liquid Modernity* (2000). Le chapitre 3 s'intitule « Temps/Espace ». Le livre s'est ouvert à la page où Bauman revient en Afrique du Sud – en fait à Somerset West, près de là où j'habitais et je travaillais. Son sujet ? Les résidences protégées, une pratique érigée en art de vivre en Afrique du Sud. Le projet auquel il s'intéresse – qu'il dénomme non sans humour « Parc de l'Héritage » – reste inachevé, situé de l'autre côté de l'autoroute N2, face à Lwandle, un ghetto noir symbole de fierté et de réussite dont le sépare une ligne de séparation faite de béton et de grillages. Nous voici maîtres et esclaves, touristes et vagabonds. La vision de Bauman s'étend de Leeds à l'Afrique du Sud.

Il se renfrogna et me demanda, malicieusement (car il y avait toujours de la malice chez lui), si j'avais volé le livre dans la bibliothèque. Je lui répondis que non, que je l'avais

emprunté. Et nous voilà tous deux occupés à l'examiner ensemble ; ce fut la dernière fois que j'eus l'occasion de partager un moment avec lui à Lawnswood Gardens. Très loin de Somerset West, mais finalement peut-être pas tant que cela. La modernité voyage, et sa part obscure avec.

J'ai eu le privilège, entre autres, d'être l'interprète de Bauman. Comme il le disait, mon rôle consistait à mettre de l'ordre dans la masse chaotique de ses travaux. C'était un écrivain compulsif, comme en témoignent les quelque 58 livres qu'il a écrits en anglais. Cela constitue un riche héritage de son vif engagement dans la société de son temps, et de son implication dans les problèmes quotidiens de la vie qu'il a qualifiée de « moderne liquide ».

Ceci pourrait donc être mon conseil à tous les nouveaux venus, de juste tirer n'importe quel sujet ou fil en partant des textes de Bauman et d'observer où cela les mène. Peut-être comme Simmel, était-il un sociologue impressionniste, analyste par fragments de l'existence. Mais il a toujours été proche de Marx, de sorte qu'on pourrait dire que son intérêt reposait sur la culture et les rapports asymétriques de production et de distribution. Et, comme Gramsci, il est jusqu'au bout resté persuadé qu'on pouvait faire mieux.

Maintenant qu'il nous a quittés, comment pourrait-on caractériser son travail ? Pendant toute la durée de ma collaboration avec Bauman, j'ai tenté à plusieurs reprises de définir ses travaux : une critique des excès de la modernité, une sociologie de la surpopulation, une théorie des modernités alternatives, incluant l'Allemagne nazie, ou bien une sociologie du gaspillage. De manière plus conventionnelle, son travail pourrait être décrit comme une critique de la modernité sans illusions ; une théorie critique de l'Europe de l'Est – et le fait qu'il s'agisse de l'Est est important ici ; ou encore un marxisme wébérien. Son travail contenait encore bien d'autres projets, dont une critique de la raison classificatoire. Si l'on se réfère à la période récente, son travail pourrait être décrit comme un diagnostic de notre temps, une critique des symptômes de notre époque, une série de mises en garde délivrées par un esprit qui pourtant gardait espoir.

Fut-il un exemple ? Absolument, mais il n'était pas un leader. Par son exemple, il indiquait clairement que nous avons besoin de tracer chacun notre propre chemin. C'est la seule façon de garder vivant l'espoir d'une sociologie critique. ■

Peter Beilharz, Université Curtin, Australie

> La sociologie

en des temps rétifs à la sociologie

Howard Ramos, Président de la Société canadienne de Sociologie, et Université Dalhousie ; **Rima Wilkes**, Présidente élue de la Société canadienne de Sociologie, et Université de la Colombie-Britannique ; et **Neil McLaughlin**, Université McMaster (Canada)



Photo d'Ariane Hanemaayer.

Ces dernières années, le monde a connu la montée du nativisme et de la xénophobie, le vote en faveur du Brexit et l'élection de Donald Trump. C'est l'ère de la *post-truth* (post-vérité), des *fake news* (fausses informations) et des histoires qui visent à désigner des individus comme les responsables des problèmes de la société en général. Les jugements exagérément simplistes, primaires et individualisants portés sur les questions de société prospèrent au point de modifier l'environnement culturel dans lequel les sociologues vivent et travaillent.

De plus en plus, leurs éclairages sont discrédités par les leaders mondiaux. L'ancien Premier ministre fran-

çais Manuel Valls déclarait ainsi que la sociologie était une « culture de l'excuse », tandis que son homologue canadien, Stephen Harper, assurait que ce n'était pas le moment de « perpétrer de la sociologie » (*commit sociology*) lorsqu'on l'interrogeait sur les causes profondes du terrorisme ou celles des violences faites aux femmes autochtones. À les croire, la sociologie serait inadaptée aux grandes évolutions actuelles.

En dehors du monde universitaire, et notamment parmi les dirigeants et responsables politiques, ils sont nombreux à ne pas voir l'utilité de la sociologie. Les efforts visant à comprendre les origines et les causes sociales de la violence, ou à minimiser les conditions qui sont à l'origine de

l'accroissement du nombre de réfugiés, de la pauvreté et d'autres formes d'inégalités, sont de plus en plus qualifiés de naïfs ou accusés de complaisance à l'égard de la violence et de l'extrémisme. Résultat, des départements de sociologie ont été fermés en Asie et en Amérique latine, et notre discipline se trouve reléguée au second plan par rapport à d'autres sciences sociales comme l'économie ou la psychologie.

Nous considérons pour notre part que la sociologie a un rôle important à jouer dans les années à venir. Les problèmes les plus urgents qui se posent aujourd'hui dans le monde requièrent une analyse des grandes dynamiques structurelles et historiques qui sont à l'œuvre, notamment par le raisonnement et l'analyse sociologiques.

Mais pour que cette analyse soit fructueuse, notre discipline doit évoluer avec notre époque. Il faudrait que les sociologues offrent une plus grande diversité, non seulement au niveau des personnes qui font de la sociologie mais aussi des théories, des idées et des pratiques qu'ils adoptent. En dehors de notre discipline, la sociologie est perçue par beaucoup comme étant trop moraliste, et il lui est souvent reproché de proposer pour résoudre les problèmes sociaux des recommandations prédéterminées qui ne séduisent que ceux qui se situent à gauche de l'échiquier politique.

Nous avons beaucoup à tirer des éclairages apportés par d'autres disciplines, à nous mettre à l'écoute des opinions conservatrices, et à incorporer des méthodologies expérimentales d'avant-garde telles que les statistiques non paramétriques, le *machine learning* (l'apprentissage statistique ou automatique) et l'*adaptive systems modeling* (la modélisation des systèmes adaptatifs) ainsi que de nouvelles formes d'analyse visuelle et d'analyse qualitative interprétative. C'est ainsi que nous ouvrons notre discipline à de nouveaux publics.

Car il est également nécessaire pour les sociologues de nouer le dialogue avec des publics plus larges, notamment avec ceux qui sont en désaccord avec leurs conclusions. Les sociologues sont souvent accusés d'employer un jargon hermétique et des « sociologismes » (comme celui de « socialement construit ») présentés comme des

arguments irréfutables. Si nous ne voulons pas être taxés d'« élite » déconnectée, il nous faut traduire notre savoir dans un langage accessible susceptible de susciter l'intérêt en dehors des cercles universitaires.

Il est par ailleurs important d'identifier les opportunités d'intervention sociologique, et de réagir vite. Les sociologues doivent saisir ce qui change dans nos sociétés, en s'intéressant davantage aux problématiques sociales émergentes plutôt que d'en rester à ce que la discipline croit savoir – en grande partie sur la base de théories élaborées pour traiter de la révolution industrielle puis des expériences du baby-boom.

Nous devons nous intéresser de près aux problèmes de longue date auxquels sont confrontées les sociétés partout dans le monde, tels que les inégalités de classe, la réconciliation avec les peuples autochtones et la décolonisation, ainsi que d'autres questions qui sont largement ignorées par les courants dominants de notre discipline, comme le sont par exemple l'adaptation au changement climatique, l'essor de l'intelligence artificielle et de la robotique, l'évolution des normes et des attentes en matière de genre et d'intersexualité, ou le développement de l'autocratie dans le monde.

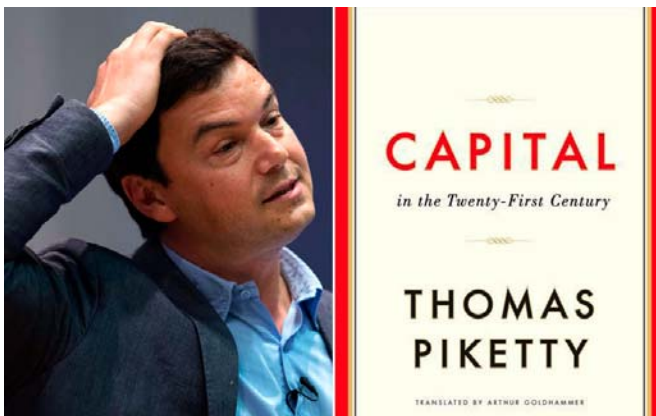
Dans ce numéro de *Dialogue Global*, les sociologues canadiens Daniel Béland, Fuyuki Kurasawa, Patricia Landolt, Cheryl Teelucksingh et Karen Foster décrivent les contributions de la sociologie à la politique des pouvoirs publics et à la mobilisation des savoirs, et les éclairages qu'elle peut apporter pour mieux appréhender le fondement des injustices dans des domaines comme la citoyenneté et l'environnement. Même à une époque où il est fait peu de cas de la sociologie, les sociologues peuvent et doivent montrer la voie, et le font déjà.

En reconnaissant les limites de leur savoir, en respectant ceux qui pensent autrement, et en étant disposés à être surpris par leurs propres conclusions, les sociologues peuvent contribuer à cultiver l'intelligence sociale requise pour s'orienter dans notre époque – et, ce faisant, ils aideront à imaginer des solutions viables à bon nombre des problèmes sociaux qui nécessitent une réponse urgente aujourd'hui à travers le monde. ■

Toute correspondance est à adresser à :
Howard Ramos <howard.ramos@dal.ca>
Rima Wilkes <wilkesr@mail.ubc.ca>
Neil McLaughlin <ngmclaughlin@gmail.com>

> Pour une sociologie engagée dans les politiques publiques

Daniel Béland, Johnson Shoyama Graduate School of Public Policy (Canada), et Président du comité de recherche de l'ISA sur la Pauvreté, la Protection sociale et les Politiques sociales (RC19)



Thomas Piketty, économiste insurgé contre les inégalités. Les économistes seraient-ils en train de s'accaparer un des thèmes privilégiés des sociologues ?

sciences sociales jugent depuis longtemps cruciaux, ce qui complique le dialogue interdisciplinaire sur les questions de politique publique.

Toujours est-il que si les sociologues entendent s'engager dans le domaine des politiques publiques, s'ils veulent que leurs travaux aient une influence sur les débats de politique publique, et que leur discipline intéresse en dehors du milieu universitaire, ils feraient bien de s'inspirer des économistes. Les sociologues doivent identifier les possibles impacts politiques de leurs recherches et trouver le moyen de les faire connaître auprès des responsables politiques.

Cette tâche est d'autant plus importante que les économistes sont en train de s'imposer dans des domaines de recherche autrefois dominés par les sociologues. En dehors de quelques exceptions notables (au Canada, on pense par exemple à John Myles sur les politiques sociales et à Gérard Bouchard et Victor Satzewich sur les politiques migratoires), les sociologues ne sont généralement pas considérés comme des sources particulièrement légitimes ou importantes de recommandations pour l'élaboration des politiques – même sur des questions touchant aux inégalités, un domaine de recherche pourtant longtemps dominé par les sociologues, qui ont écrit sur les questions d'inégalités de classe, de revenus, de genre ou ethniques. Jusqu'à récemment, la plupart des économistes orthodoxes (*mainstream economists*, c'est-à-dire non marxistes), s'intéressaient peu aux inégalités, qui ren-

Dans la plupart des pays, la sociologie jouit dans les milieux politiques d'une moindre notoriété que l'économie – un statut qu'illustre bien le commentaire condescendant de l'ancien Premier ministre canadien Stephen Harper lorsqu'il appelait à ne pas « commettre » de sociologie. En tant que sociologue qui travaille dans une École supérieure de politiques publiques, je suis chaque jour en contact avec des économistes et utilise régulièrement leurs travaux dans mon propre travail. Ce qui frappe dans la science économique – la discipline des sciences sociales qui jouit du plus grand prestige auprès des politiques –, c'est sa capacité à traiter de problèmes concrets de politique publique au moyen d'outils théoriques et méthodologiques sophistiqués.

Mais si l'intérêt que les économistes orthodoxes portent aux implications dans le domaine des politiques publiques constitue à coup sûr l'un de leurs points forts, la science économique n'en comporte pas moins des angles morts. L'un des plus importants est sa tendance à exclure certains sujets que les sociologues et autres spécialistes des

traient difficilement dans leurs modèles d'analyse néoclassique. Or depuis peu, les économistes ont commencé à traiter des inégalités, et l'ont fait en proposant des recommandations claires d'action publique visant à réduire ces inégalités. L'ouvrage de Thomas Piketty, *Le capital au XXI^e siècle* (2013) a été accueilli avec une attention particulière par les dirigeants politiques du monde entier. Parce qu'il est signé par un économiste reconnu, et en raison de la position dominante de l'économie dans les différents cercles politiques, le travail de Piketty suscite plus d'intérêt que celui des nombreux sociologues qui ont écrit avant lui sur la croissance des inégalités.

Malgré, ou peut-être à cause de cela, il est nécessaire que les sociologues redoublent d'efforts pour être entendus des représentants et des responsables des politiques publiques. Sachant qu'ils apportent généralement sur les inégalités des points de vue plus critiques et plus fondés historiquement que les économistes (c'est-à-dire des travaux qui traitent des relations de pouvoir asymétriques et de leur évolution à travers le temps dans des domaines d'action concrets), il est important que lors des débats sur les inégalités, leur voix particulière soit entendue dans les cercles politiques. De manière plus générale, sur la question des inégalités comme sur d'autres questions, la recherche appliquée à l'élaboration des politiques devrait être davantage valorisée au sein de notre discipline si tant est que les sociologues entendent influencer de manière plus directe sur le monde qui les entoure.

Si nous apprenons à nous adresser aux responsables politiques en apportant des propositions concrètes de politiques publiques, ils pourraient alors apprécier l'utilité de la sociologie pour traiter de l'un des problèmes majeurs auxquels le monde est confronté aujourd'hui. Les sociologues devraient également nouer le dialogue avec les économistes, en se montrant aussi déterminés qu'eux à proposer des solutions pratiques aux grands enjeux du moment. Pour les sociologues qui travaillent sur les inégalités, cela implique de mieux tenir compte du contexte des politiques publiques (c'est-à-dire des programmes effectivement en cours, comme le Supplément de Revenu Garanti pour les personnes âgées, ou le système de péréquation fédérale au Canada) avant d'émettre des recommandations, et de prendre en considération des questions comme le financement et la mise en œuvre des mesures préconisées – des questions auxquelles à la fois les économistes et les dirigeants accordent une attention particulière.

L'autre domaine de recherche dans lequel les sociologues ont été traditionnellement dominants – et dans lequel les économistes sont désormais en train de pénétrer – porte sur l'analyse des normes et la formation de l'identité. Si Piketty représente la nouvelle figure de l'économie dans les

débats sur les inégalités sociales, le prix Nobel d'économie George Akerlof et sa collègue Rachel Kranton sont les principaux représentants de ce qu'ils appellent *identity economics* dans leur ouvrage paru en 2010. L'« économie de l'identité » s'intéresse à l'étude des normes culturelles (sur des questions comme les relations hommes-femmes ou le traitement réservé aux enfants et aux personnes âgées) et à leur influence sur les comportements humains – deux problématiques étroitement liées au domaine de la sociologie.

Bien que l'économie de l'identité ne soit pas un concept aussi connu hors du monde universitaire que le travail de Piketty, son émergence constitue un phénomène marquant dans la mesure où, plus encore que les inégalités, les normes et l'identité ont été traditionnellement négligées par les économistes orthodoxes. C'est une bonne nouvelle qu'au moins certains économistes aient enfin découvert les normes et les identités, car cela ouvre la possibilité d'un riche dialogue interdisciplinaire. Les travaux de Akerlof et Kranton peuvent servir aux sociologues d'exemple sur la façon dont les universitaires qui travaillent sur ces questions peuvent apporter des solutions concrètes à toute une série de problèmes de politique générale. Par exemple, étudier le regard que portent les jeunes sur eux-mêmes par rapport aux adultes peut aider à améliorer le niveau d'instruction ou à élaborer des politiques antitabac plus efficaces. Sans doute les sociologues ont-ils déjà par le passé avancé des recommandations politiques semblables, mais l'économie de l'identité vient nous rappeler que les normes sociales et les identités restent des questions primordiales dans le cadre d'une recherche axée sur les politiques publiques. Cette prise de conscience devrait inciter davantage de sociologues à travailler dans ce domaine pour concevoir et promouvoir de nouvelles solutions politiques inspirées de leurs analyses empiriques.

Ce qui apparaît à travers ces différents exemples est qu'au bout du compte, les économistes orthodoxes s'intéressent davantage aux phénomènes importants de société que les sociologues, qui se consacrent pourtant depuis longtemps à ces questions. Ces nouvelles opportunités de collaboration interdisciplinaire représentent par ailleurs un défi pour les sociologues qui voudraient faire bouger les choses : ces sociologues et leurs collègues issus d'autres branches des sciences sociales doivent redoubler d'efforts pour faire connaître leurs recommandations de politique générale en dehors de la sphère universitaire. Ils doivent utiliser à la fois les médias traditionnels et les réseaux sociaux afin d'instaurer un dialogue avec les citoyens ordinaires, les militants et les responsables politiques, et faire en sorte que « commettre » de la sociologie devienne un impératif dans les débats de politique générale plutôt qu'une activité que les responsables politiques se contentent de rejeter avec mépris. ■

Toute correspondance est à adresser à Daniel Béland
<daniel.beland@usask.ca>

> Les non-citoyens précaires au Canada

Patricia Landolt, Université de Toronto (Canada), et membre du comité de recherche de l'ISA sur la Sociologie des Migrations (RC31)

La voix des sociologues reste essentielle dans le débat public en ce qu'ils remettent en question les conceptions communément admises sur les grands problèmes de société. Prenons l'exemple de l'immigration. Au Canada, comme dans d'autres pays d'accueil, l'immigration est généralement considérée comme un mouvement permanent ayant pour but d'accroître la population du pays. La sociologie des migrations montre cependant que le nombre de migrants temporaires est en hausse, et que les politiques migratoires en place sont en train de produire des non-citoyens précaires. Un éclairage sociologique sur ces évolutions permet de contrecarrer les interprétations hégémoniques au sujet du système d'immigration actuel et de ses effets sur les inégalités sociales.

Le statut juridique et la citoyenneté sont de manière générale des éléments déterminants du bien-être et de la mobilité. Mais ils sont également créateurs d'inégalités. Ces dernières années, un certain nombre de pays ont répondu à l'augmentation des migrations internationales en créant de nouvelles catégories juridiques pour les non-citoyens et en institutionnalisant des trajectoires autorisées de non-citoyenneté, avec pour conséquence de maintenir des migrants des années durant dans un statut juridique incertain, et souvent, de les pousser dans la voie de la clandestinité.

Alors même que l'accès à la citoyenneté devient de plus en plus restreint, les mécanismes extrajudiciaires permettant de placer en détention et d'expulser les migrants se sont multipliés. Cette tendance mondiale se manifeste différemment d'un pays à l'autre, mais au Canada, le changement intervenu dans les relations entre immigration temporaire et permanente a entraîné une progression de la non-citoyenneté précaire, qui a eu d'importantes répercussions tant au niveau des conditions d'immigration qu'au niveau du marché du travail et des conditions de travail.

La non-citoyenneté précaire fait référence à un statut juridique temporaire ou limité, associé à différents degrés d'intégration. On parle de statut juridique précaire lorsqu'une personne n'a qu'un droit juridique temporaire de séjourner dans le pays, et peu ou pas d'accès aux aides accordées par l'État. Mais surtout, les non-citoyens précaires sont expulsables : l'État a le pouvoir de les placer en détention et de les expulser du territoire national.

Les non-citoyens précaires vivent, travaillent, poursuivent des études et élèvent leur famille dans un pays où leur droit de séjourner, de travailler et d'avoir accès aux aides de l'État est limité par la loi. Au Canada, la population qui a un statut juridique précaire englobe autant les travailleurs migrants temporaires que les étudiants étrangers, les demandeurs d'asile, les personnes munies de visas spéciaux, ou toute personne sans statut. En 2010, il y avait entre 1,2 et 1,7 millions de non-citoyens précaires vivant et travaillant au Canada, un pays de 34 millions d'habitants.

Le Canada a toujours été partagé entre la volonté d'attirer des migrants pour assurer sa croissance démographique à long terme, et celle de faire appel à d'autres migrants comme apport de main-d'œuvre à court terme. Traditionnellement, l'équilibre entre ces objectifs à court et long terme a été assuré grâce à un système comprenant deux filières d'immigration. Une filière concernait les migrants temporaires soumis à d'importantes restrictions – sur les lieux où ils pouvaient travailler, sur la possibilité ou non de faire venir leur famille, et sur la durée pendant laquelle ils étaient autorisés à séjourner. Font partie de cette catégorie les hommes chinois venus travailler dans les années 1880 à la construction du chemin de fer canadien, les femmes originaires des Caraïbes embauchées comme employées de maison dans les années 1950, et les travailleurs saisonniers mexicains venus travailler dans le secteur agricole dans les années 1970. La deuxième filière offrait la possibilité de s'installer de manière permanente dans

“les non-citoyens précaires sont imbriqués dans le tissu social et économique du Canada”

le pays à des migrants sélectionnés au moyen d'un système de points, en fonction de leur niveau d'instruction, de leur connaissance des deux langues officielles du pays et de leurs attaches familiales. Jusqu'aux années 1990, ces deux filières d'immigration étaient organisées et présentées de manière bien distincte : la première filière d'entrée, celle réservée aux travailleurs temporaires non citoyens, était largement méconnue du public, tandis que la seconde filière, celle des migrants chargés de bâtir la nation, était clairement mise en avant – elle se trouvait en effet au cœur du discours de célébration collective du modèle canadien d'immigration.

Dans les années 2000, le Canada a rompu avec le système traditionnel des deux filières d'immigration. Premièrement, les critères d'admissibilité pour les migrants qualifiés ont été rendus plus stricts afin de ne retenir que ceux qui ont une bonne santé, un niveau d'études supérieures et qui peuvent se prévaloir d'une bonne maîtrise des deux langues officielles du Canada. Deuxièmement, les conditions d'entrée pour les réfugiés, les demandeurs d'asile et les immigrants concernés par le regroupement familial ont également été rendues plus strictes. Troisièmement, les exigences en matière de compétences pour les travailleurs temporaires étrangers ont été assouplies afin de faciliter l'admission aussi bien de travailleurs hautement qualifiés que de travailleurs peu qualifiés. Enfin, de nouveaux mécanismes ont été mis en place afin de permettre à des migrants temporaires triés sur le volet d'accéder au statut de résident permanent. Les employeurs sont les principaux intermédiaires pour déterminer quels seront les travailleurs non citoyens qui pourront passer de l'immigration temporaire à l'immigration permanente. En bref, la filière menant à l'immigration permanente a été restreinte, les filières menant à l'immigration temporaire ont été élargies, et de nouveaux mécanismes ont été mis en place pour permettre à certains migrants temporaires d'accéder à l'immigration permanente. Résultat, aujourd'hui au Canada, les entrées à caractère temporaire de migrants dépassent systématiquement les entrées à caractère permanent.

La nouvelle relation établie entre migration temporaire et migration permanente a des répercussions sur le marché du travail dans la mesure où les travailleurs non citoyens précaires font désormais partie intégrante – et de manière

plus visible – du paysage économique canadien. Jusqu'aux années 1990, les travailleurs migrants temporaires se concentraient dans des emplois saisonniers dans l'agro-industrie, dans des emplois hautement qualifiés dans le secteur des services, et dans les services d'aide à domicile, mais ce scénario a changé. Dès 2011, on trouvait des travailleurs temporaires dans toutes les provinces et tous les territoires du pays, aussi bien dans les grands centres urbains et les petites villes que dans les zones rurales. Cette diffusion géographique s'est accompagnée d'une dispersion et d'un déclassement professionnels des migrants. En 2005, les cinq principales professions exercées par les travailleurs migrants temporaires étaient des professions hautement qualifiées, essentiellement dans le secteur des industries de la création. Trois ans plus tard, en 2008, les principales professions appartenaient aux secteurs de la restauration bas de gamme et de la construction.

D'un bout à l'autre du Canada, des travailleurs précaires n'ayant pas la citoyenneté et des travailleurs ayant la citoyenneté, qui n'ont donc pas les mêmes droits au regard de l'État et des employeurs, travaillent désormais au coude à coude, or nous savons peu de choses sur ces lieux de travail qui rassemblent ces travailleurs ayant des statuts juridiques différents. Assurément, la présence sur le marché du travail de travailleurs non citoyens expulsables a des répercussions sur l'ensemble des travailleurs. Les données disponibles pour d'autres pays semblent indiquer une détérioration généralisée des normes et des conditions de travail.

La non-citoyenneté précaire modifie le rapport de force entre les travailleurs, les employeurs et l'État, ainsi qu'entre les travailleurs qui ont la citoyenneté et ceux qui ne l'ont pas. En particulier, le risque d'être expulsé limite la capacité des travailleurs non citoyens à réclamer et à exercer leurs droits sur le marché du travail. Certes, la différence entre travailleurs citoyens et travailleurs non citoyens expulsables existait déjà il y a un siècle. Ce qui a changé aujourd'hui au Canada, c'est que la non-citoyenneté précaire occupe désormais une place centrale, avec notamment un nombre croissant de personnes concernées, les changements intervenus dans le système des deux filières d'immigration, et le degré d'imbrication des non-citoyens précaires dans le tissu social et économique du pays. ■

Toute correspondance est à adresser à Patricia Landolt
<landolt@utsc.utoronto.ca>

> Sociologie et justice environnementale

Cheryl Teelucksingh, Université Ryerson (Canada)



Des manifestants mobilisés contre l'exploration de gaz de schiste dans le Nouveau-Brunswick (Canada).

des principaux axes routiers de la ville pour rappeler à la population à quel point les « minorités visibles » sont dans les banlieues victimes de ségrégation sociale et spatiale.

Plutôt que d'aborder ces faits comme des tensions politico-économiques isolées nécessitant diverses formes d'intervention ou d'activisme, il est essentiel pour les sociologues de comprendre le lien entre activisme, initiatives et questions de fond, afin d'encourager les réformes politiques. Je pense que la justice environnementale leur offre le cadre général pour aller précisément dans ce sens.

Alors que les villes du monde entier connaissent une montée du racisme et du nativisme, cette évolution semble avoir épargné Toronto. Cela peut paraître surprenant sachant que Toronto est l'une des villes les plus multiculturelles du monde et que, comme d'autres métropoles, elle abrite à la fois le meilleur et le pire pour ce qui est des conditions de vie en milieu urbain.

L'an dernier, on a assisté un peu partout dans le monde à une multiplication des mobilisations urbaines, et Toronto n'a pas fait exception. Il y a eu la contestation qui a suivi les élections de 2016 aux États-Unis, les manifestations de victimes de l'eau contaminée de Flint (Michigan), le vaste mouvement d'opposition à la construction d'un oléoduc mené par les Indiens de la réserve de Standing Rock (Dakota du Nord), ou encore les revendications exprimées sous le slogan *Black Lives Matter* contre une panacée postraciale qui n'a jamais existé. À chaque fois, les mobilisations ont été menées par la génération née avec le numérique adepte des réseaux sociaux et des manifestations de rue.

On retrouve le même type de mobilisations et de tensions à Toronto, où la majorité de la population est d'origine étrangère et beaucoup sont ce qu'on appelle en anglais *racialized*, c'est-à-dire qu'ils appartiennent à des « minorités visibles ». Certains ont vécu comme un choc l'augmentation des incidents racistes dans une ville réputée pour sa tradition de multiculturalisme. En signe de protestation contre les violences policières, le mouvement *Black Lives Matter* de Toronto a retardé le plus important défilé de la Gay Pride de la ville, tandis que des réfugiés tamouls ont bloqué l'un

La justice environnementale est à la fois un cadre théorique et un mouvement social qui cherche à associer des questions de justice sociale à des mouvements de défense de l'environnement. En élargissant les notions traditionnelles et restrictives associées à la protection de la nature en faveur d'approches écologistes plus inclusives, la justice environnementale fait la synthèse de toute une série de problématiques sociales et environnementales, de la santé au logement en passant par l'aménagement urbain ou la réglementation des activités humaines.

Sur le plan de l'activisme, la justice environnementale a recours à des stratégies de contestation associées au mouvement des droits civiques (barrages routiers, pétitions et campagnes dans les médias) pour défendre une politique sociale et environnementale préventive. Inspiré de l'œuvre pionnière de Robert Bullard, la justice environnementale est devenue un modèle de sociologie axée sur les communautés, à la fois attentive et adaptée aux préoccupations sociales, politiques, économiques et environnementales d'aujourd'hui.

Au début, la justice environnementale s'est surtout préoccupée d'attirer l'attention sur l'inégale répartition spatiale des risques environnementaux, qui touchent en priorité les populations marginalisées, les minorités ethniques, les personnes à faibles revenus et les peuples autochtones. Dans le cas du Canada, cela revenait à reconnaître dans le manque d'infrastructures la persistance d'un héritage colonial, et l'absence de concertation avec les peuples

autochtones concernant des terres et des ressources naturelles qui les affectent directement. À cet égard, les préoccupations communes en matière de droit à la terre, de santé et de risques pour les écosystèmes, servent à relier les différentes questions de justice sociale – et permettent d'établir un lien évident entre les luttes des Amérindiens contre l'exploitation des sables bitumeux dans l'Alberta et l'opposition à l'oléoduc Dakota Express à Standing Rock.

Dans le cas des villes, et notamment à Toronto, la justice environnementale a également servi de cadre pour remettre en cause le statu quo et trouver des solutions à un aménagement urbain inégal. De tels phénomènes sont liés au désinvestissement systématique dans les quartiers défavorisés et « racialisés », qui se traduit par moins d'espaces verts et moins d'options d'alimentation saine, ainsi que par un manque de logements bon marché, des transports collectifs moins accessibles, et une présence policière et une stigmatisation sociale plus importantes.

Les sociologues de l'environnement canadiens, comme d'autres ailleurs dans le monde, s'intéressent à la façon dont les associations de défense de l'environnement, les médias et les pouvoirs publics abordent les besoins des populations marginalisées et y répondent. En posant la question de savoir qui obtient quoi et par quels moyens, leur travail permet d'éclairer les injustices environnementales qui sont à l'œuvre.

La question des inégalités d'accès aux ressources et au pouvoir traverse aujourd'hui de nombreux courants activistes, et peut les unir. À Toronto, comme ailleurs, le privilège d'être blanc est associé à des avantages économiques, sociaux et environnementaux. Les modèles traditionnels de prise de décision ont contribué à renforcer les structures de pouvoir existantes et à maintenir le statu quo, de sorte que les beaux quartiers bénéficient d'améliorations tandis que les quartiers pauvres se dégradent de plus en plus.

À Toronto, la justice environnementale a récemment servi d'étendard dans les mobilisations contre l'extension du « pétrole sale » des sables bitumeux dans l'Alberta et contre les inégalités croissantes dues à la mondialisation. Au moment où des multinationales délocalisent leurs sites de production dans des pays moins développés où les salaires sont plus bas et les réglementations environnementales moins strictes, la mondialisation établit, à l'échelle locale aussi bien que globale, un lien entre les pauvres et les minorités visibles – c'est-à-dire entre tous ceux et celles qui sont exposés à des injustices environnementales sur leur lieu de travail, à leur domicile et dans leur communauté.

Le réchauffement climatique est un sujet qui préoccupe l'ensemble des sociologues qui travaillent dans le domaine de la justice environnementale. Au Canada, les considérations politiques en matière de justice climatique

sont rendues plus complexes en raison de la dépendance économique du pays à l'égard des combustibles fossiles, dont les bénéficiaires considèrent généralement les conséquences du changement climatique ou les craintes concernant l'extension des pipelines comme des questions peu urgentes et gérables. À l'inverse, dans les pays moins développés – des pays plus vulnérables aux catastrophes naturelles, moins bien dotés en infrastructures, où les populations se concentrent sur les zones côtières et dépendent davantage de la pêche et de l'agriculture pour leur subsistance – les conséquences du réchauffement climatique dû aux émissions de carbone apparaissent comme plus immédiates. Au Canada, il est donc urgent d'inscrire les décisions locales qui sont prises en matière énergétique dans le contexte de leurs répercussions à l'échelle mondiale.

Ensemble, ces exemples montrent qu'il existe au moins trois aspects de la justice environnementale qui pourraient contribuer à « commettre » de la sociologie en ces temps de crise et de contestation.

Premièrement, les sociologues doivent être ouverts aux perspectives interdisciplinaires. La justice environnementale fait appel à des méthodes qualitatives, quantitatives, spatiales et juridiques, et s'appuie sur des cadres théoriques empruntés à la géographie, au droit, à l'aménagement urbain, à la santé publique et à la sociologie. Certains travaux de justice environnementale visent plus particulièrement à révéler les récits et expériences de ceux et celles qui sont le plus exposés aux risques environnementaux, au racisme et à d'autres formes d'oppression souvent ignorées. Donner à connaître ces récits constitue un bon point de départ pour étudier un processus de changement.

Deuxièmement, il faudrait que les sociologues défendent de nouvelles politiques sociales et environnementales auprès du gouvernement et des acteurs du secteur privé. Nos conceptions des problèmes sociaux et environnementaux ne cessent d'évoluer, et des interventions pour la justice climatique sont nécessaires à la fois au niveau local et global pour protéger les populations vulnérables qui subissent de manière disproportionnée les conséquences des risques sanitaires, économiques et environnementaux associés au dérèglement climatique.

Enfin, au-delà de la mise en œuvre des politiques publiques, les sociologues ont un rôle à jouer dans la supervision et l'évaluation des nouvelles politiques par rapport à leur impact sur les communautés marginalisées – une tâche qui gagnerait à être réalisée dans une approche intersectionnelle. En abordant ces questions sous l'angle de la justice environnementale, les sociologues peuvent contribuer à renforcer le lien entre l'action publique et la construction d'une société plus juste. ■

Toute correspondance est à adresser à Cheryl Teelucksingh
<teeluck@arts.ryerson.ca>

> Sociologie pour un temps

(jamais tout à fait) comme les autres

Karen Foster, Université Dalhousie (Canada)



« Nombre de jours passés sans que Trump ait humilié l'Amérique : 000 ». Vu sur la fenêtre d'une maison à Halifax, Nouvelle-Écosse (Canada), février 2017. Photo de Karen Foster.

trui » est au plus bas, et nous courons le risque de reproduire certaines des pires atrocités anthropiques que le monde ait jamais connu. La sociologie, régulièrement tournée en dérision, devient dans ce contexte politique une cible de choix. Mais si nous faisons preuve d'imagination sociologique, nous pourrions bien voir apparaître une nuance cachée, et donc de l'espoir, et des idées sur ce qu'il conviendrait de faire.

S'il peut être très facile d'identifier les ruptures dans l'histoire, il est en revanche fort difficile d'en comprendre les continuités. La sociologie et les disciplines nées dans son sillage n'ont eu de cesse de proclamer des ruptures, des fins et des débuts – la Fin du Travail, la Fin de l'Histoire, et même la Fin de la Sociologie... En approfondissant, et le temps aidant, il a bien fallu modérer ces affirmations. Chaque rupture s'accompagne en effet de fils conducteurs qui indiquent une certaine continuité. La phrase de Foucault sonne juste : chaque jour est « un jour comme les autres, ou plutôt c'est un jour qui n'est jamais tout à fait comme les autres ».

Pour beaucoup, l'année 2016 a marqué la fin du monde tel que nous le connaissions. Les révoltes populistes qui se sont exprimées à travers le vote en faveur du Brexit et la victoire électorale de Trump, la violence du régime de Duterte aux Philippines ainsi que la résurgence de gouvernements et partis politiques autoritaires ont ébranlé l'ordre capitaliste, démocratique et néolibéral en place. Para-

llèlement à ces évolutions politiques, nous avons assisté à la propagation de « fausses nouvelles » et à une réaction de plus en plus marquée de rejet du « politiquement correct » à travers le monde, semblant annoncer ce que d'aucuns considèrent comme une ère nouvelle, celle de la « post-vérité ».

Les faits semblent avoir moins d'importance que les opinions et les émotions. La compassion pour « au-

Notre mission en tant que sociologues – en particulier pour ceux d'entre nous qui faisons de la sociologie historique – est de remonter jusqu'à ces fils conducteurs susceptibles de relier ce qui arrive aujourd'hui à ce qui est arrivé avant, et ainsi ne pas passer à côté de causes cachées ou attribuer à tort la responsabilité à de nouveaux facteurs. La société démocratique libérale, dont nous pourrions bien être contraints de déplorer la perte, contenait en partie les germes de sa propre destruction ; la reconstruire exactement à l'identique n'est pas la solution.

Même la transformation apparente du rapport de la sociologie avec la société – par le biais de l'État, des organisations civiques ou de l'université – doit être dûment retracée au plan historique et évaluée de manière critique. Les sociologues, comme leurs idées, ont eu une relation mouvante avec le pouvoir, n'étant jamais tout à fait intégrés aux élites ni tout à fait exclus.

Les sociologues, par exemple, ont été parmi les premiers spécialistes auquel le gouvernement américain a fait appel à l'issue de la Première Guerre mondiale pour *littéralement* redessiner les frontières nationales en Europe. Mais plusieurs d'entre eux, dont W.I. Thomas, de l'Université de Chicago, ont été renvoyés et dénoncés publiquement à partir du moment où leurs idées sur l'internationalisme, l'identité nationale et l'ordre social se sont heurtées à la conception qu'avaient les Alliés de l'internationalisme.

À noter que Thomas et d'autres sociologues, qui comme lui ont été écartés par la classe politique de l'après-guerre, ne se sont guère préoccupés d'adapter la sociologie aux priorités des autorités. Ils ont refusé de transiger sur les conclusions de leurs recherches sous prétexte de répondre aux attentes du gouvernement. En revanche, ils ont effectivement travaillé directement avec les pauvres, les immigrants et autres exclus de la société, en créant notamment des organismes chargés de les protéger et de défendre leurs intérêts.

Certains compromis que la sociologie a pu faire avec les gouvernements et les mouvements sociaux ont de quoi faire frémir. On pense notamment au mouvement eugéniste, qui en est un exemple peu réjouissant et choquant. Même des compromis en apparence plus bénins, comme la place centrale que notre discipline a accordée au milieu du XX^e siècle à l'École des Relations humaines, impliquent la sociologie sur des questions liées à la souffrance humaine – ici, le tribut que l'organisation industrielle du travail a imposé aux travailleurs et à la société.

C'est ce type d'exemples historiques qui méritent d'être analysés si nos pires craintes d'un retour de l'autoritarisme et du fascisme se confirmaient. Aujourd'hui, nos inquiétudes portent sur la sociologie en tant que *pratique*. Si le pire arrivait, c'est en tant que *profession* qu'il nous faudrait revoir, affiner et consolider nos codes de déontologie afin d'éviter de mettre nos compétences et nos connaissances au service de l'injustice. Les sociologues ont été des experts sur l'autoritarisme, mais sont loin de s'y être toujours opposés.

Il faut par ailleurs reconnaître que la sociologie n'a jamais été une discipline homogène et monolithique qui aurait eu une relation privilégiée avec les puissances et les institutions qui contrôlent la vie sociale. En tant qu'ensemble multiforme de connaissances, de méthodes et de théories, la sociologie est à la fois courtisée et rejetée.

Un exemple : au lendemain de l'élection présidentielle américaine, alors que les explications sociologiques ne semblaient pas les bienvenues, l'ouvrage de la sociologue Arlie Russell Hochschild, *Strangers in Their Own Land*, dans lequel elle analysait l'électeur type de Trump, figurait dans la liste de best-sellers du *New York Times*.

L'étude de Hochschild est, entre autres, un travail de sociologie rurale, une branche de notre discipline qui offre de nombreuses possibilités d'influer sur les politiques publiques.

Les responsables politiques présents dans les communautés dites « périphériques », là où les coûts de la mondialisation semblent invariablement l'emporter sur les avantages, reconnaissent que certaines de leurs hypothèses de départ – comme par exemple, la poursuite de la croissance économique à tout prix, la viabilité des économies axées sur les exportations, et l'idée même qui voudrait que « plus » soit nécessairement synonyme de « mieux » – ne sont plus utiles ou soutenables. Ils ont également été témoins de ce qui arrive lorsque les politiques publiques ou institutionnelles ne tiennent aucun compte des comportements collectifs ni des valeurs, des normes et des croyances collectives.

Ils sont nombreux à travers le monde – y compris parmi les universitaires et les responsables politiques – à proposer des alternatives économiques, tandis que de plus en plus d'intellectuels et d'activistes remettent en question, pour des raisons économiques et écologiques, la poursuite sans fin de la croissance économique. À l'échelle internationale, une communauté est en train d'émerger, s'efforçant de s'attaquer aux indicateurs employés pour mesurer la réussite économique (tels que le PIB), qui ont tellement dominé les politiques publiques nationales et internationales. De telles initiatives peuvent nous laisser entrevoir d'« autres mondes » – bien qu'elles puissent tout aussi bien servir les mêmes objectifs qu'elles sont censées critiquer.

C'est pour cette raison que le travail du sociologue reste toujours à faire. La soif de savoir sociologique reste vive. Si nous avons le sentiment que nos idées ont perdu de leur influence, ou que notre discipline se retrouve dévalorisée, il nous faut examiner plus précisément ce qui a effectivement changé. Cette précision ne sera possible que si nous faisons appel à la qualité d'esprit qui donne à la sociologie sa cohérence par-delà son hétérogénéité, à savoir l'imagination sociologique. ■

Toute correspondance est à adresser à Karen Foster
<Karen.Foster@Dal.Ca>

> Impliquons-nous dans les médias

Fuyuki Kurasawa, Université de York (Canada), et membre du conseil d'administration du comité de recherche de l'ISA sur la Théorie sociologique (RC16)



nous permet d'appréhender une plus grande diversité d'idées, d'opinions et d'expériences, auxquelles sans cela nous n'aurions pas accès, tout en nous obligeant à examiner, formuler et présenter notre travail pour des publics peu familiarisés avec les débats scientifiques.

L'expérience canadienne offre des enseignements utiles pour le reste du monde. Ses deux sphères publiques, la sphère francophone et la sphère anglophone, englobent et reflètent les deux visions les plus courantes que les médias ont des sociologues dans le monde – et réciproquement, illustrent les deux stratégies que les sociologues emploient pour participer au débat public dans les médias d'information, en tant que spécialistes universitaires ou qu'intellectuels engagés dans le débat public.

Au Canada anglophone, comme dans le reste du monde anglo-américain, c'est essentiellement la sociologie académique qui est pratiquée. Lorsque les médias font appel à des sociologues, c'est avant tout en tant que spécialistes sur un sujet précis d'actualité (par exemple, l'arrivée de réfugiés syriens, ou le cyber-harcèlement à l'école). En même temps, conformément à la tradition américaine et britannique, la sociologie anglo-canadienne conserve une position secondaire par rapport à l'économie, la psychologie ou la science politique, dont les spécialistes sont plus régulièrement invités à s'exprimer sur les plateaux des grandes chaînes de télévision et les radios nationales ou dans les journaux de référence.

Le moment semble a priori mal choisi pour inviter les sociologues à s'impliquer dans les médias. Enhardis par la prolifération des nationalismes populistes et des fondamentalismes religieux, dirigeants politiques et célébrités (deux catégories qui à l'ère de « l'infodivertissement » semblent se confondre de plus en plus) professent ouvertement leur hostilité ou leur peu d'intérêt pour l'avis des spécialistes. Si les sociologues sont souvent confrontés à l'animosité de la classe politique ou à l'indifférence de la population, c'est parce qu'ils dévoilent des vérités dérangeantes, susceptibles de contrarier, d'ébranler ou de directement contredire le précieux dogme, ou le sens commun habituel, sacré (du point de vue profane ou théologique) et apparemment allant de soi, pour tout ce qui touche au monde social.

Cet appel à s'impliquer dans les médias risque par ailleurs de se heurter à l'idée très répandue chez les sociologues que les organisations médiatiques seraient des instruments au service du pouvoir du monde des affaires ou de l'État, et les sociolo-

gues qui collaborent avec les médias d'information, des dilettantes lâches, superficiels et avides de notoriété qui ne se consacrent pas à des travaux de recherche sérieux. De plus, ces dernières années, la multiplication des guides d'apprentissage pour universitaires soucieux de sensibiliser un public plus large par le biais des réseaux sociaux, a involontairement renforcé le sentiment que les médias traditionnels sont en train de tomber dans l'obsolescence culturelle et technologique.

Quels que soient les éléments de vérité contenus dans cette argumentation, ne pas collaborer avec les médias priverait les sociologues de l'accès aux moyens de communication de masse. L'influence des médias reste sans égale – précisément à un moment où le point de vue des sociologues sur des questions sociales, politiques, culturelles et économiques cruciales doit être davantage entendu.

En outre, le fait de nous impliquer dans les médias fait de nous de meilleurs sociologues, que ce soit dans le domaine de la sociologie publique ou académique. Cela

À l'inverse, dans le Québec francophone, la sociologie joue un rôle public qui rivalise avec son rôle académique, et souvent le surpasse – à l'instar de ce qui se passe en Amérique latine et en Europe continentale, où la discipline jouit d'un niveau de prestige relativement élevé aux plans socio-culturel et intellectuel. Les sociologues ont contribué de manière significative à définir les fondements socio-culturels de l'identité collective et de l'idée de nation des Québécois francophones depuis la « Révolution tranquille » anticléricale et progressiste des années 1960. Au Québec, les sociologues sont par conséquent généralement perçus comme des intellectuels généralistes engagés dans le débat public. Ils sont fréquemment sollicités par des journalistes ou des présentateurs pour donner leur « opinion en tant que sociologue » sur des questions générales de société ou de politique.

Bien que les observations qui précèdent s'appliquent au contexte canadien, le double positionnement de la sociologie – comme spécialisation académique ou comme engagement intellectuel dans le débat public – pourrait être transposé dans de nombreux autres contextes. Qui plus est, comme les risques et les bénéfices ne sont pas les mêmes dans un cas et dans l'autre, chacune de ces manières d'exercer la sociologie appelle un ensemble différent de stratégies de collaboration avec les médias – et chacune offre des enseignements utiles à tous ceux qui pratiquent la sociologie.

Dans le monde anglo-américain, où la légitimité de la sociologie est moins bien ancrée et surtout liée au degré de spécialisation des sociologues, trois principes pourraient aider à mieux faire la promotion de notre discipline :

- **Comprenez votre positionnement.** Étudiez le contexte idéologique et professionnel de vos médias nationaux afin de mieux comprendre le rôle que

l'on pourrait vous demander de jouer. Pourquoi des producteurs et des journalistes vous sollicitent-ils ? Dans quel but recherche-t-on votre expertise ? Et comment vos propos seront-ils présentés dans un article ou au cours d'une apparition en public ?

- **Adoptez un régime équilibré.** Appliquez le principe sociologique de l'échantillonnage représentatif aux interviews que vous donnez dans les médias, en intervenant dans des médias moins prestigieux ou reconnus, tels que des stations de radio de quartier, des journaux locaux, etc. Cela vous permettra de toucher un public sans doute moins au fait des points de vue sociologiques, et par conséquent peut-être plus curieux.

- **Les faits (sociologiques) sont plus difficiles à répandre que les opinions.** À l'ère des réseaux sociaux, tout un chacun a son opinion et dispose d'une plateforme pour la diffuser. Ce qui vous différencie en tant que spécialiste professionnel, c'est par conséquent votre capacité à fonder votre opinion sur des travaux de recherche et citer des faits pour réfuter des idées reçues, et à situer un événement particulier dans un contexte socio-historique et comparatif plus large.

En Amérique latine, en Europe continentale ou au Québec, où les sociologues jouent souvent le rôle d'intellectuels engagés dans la vie publique, et où ils tendent à collaborer avec les médias en tant que spécialistes professionnels, je propose deux principes :

- **Orientez l'entrevue.** Sachant que vous aurez habituellement droit à une interview préalable avec le journaliste ou producteur de l'émission et que votre analyse sera tenue en haute estime, profitez de l'occasion pour décider sous quel angle aborder le sujet. Vous pouvez par exemple proposer des pistes différentes de travail, re-

commander une autre personne à interviewer, ou compléter l'interview en envoyant des rapports, des données, ou pourquoi pas, un article de revue scientifique ou un livre sur le sujet.

- **Ne perdez pas de vue votre objectif.** Sachant qu'on vous verra comme un intellectuel engagé, vous pourriez être tenté de vous livrer à des affirmations générales sur l'état du monde ou de spéculer sur des liens de causalité. Ramenez plutôt l'interview vers des sujets qui touchent à votre domaine de spécialité. Soyez concis, en insistant sur les points essentiels de manière à proposer une analyse qui soit accessible sans être pour autant diluée ni simplifiée à l'extrême.

Mon dernier point s'applique à tous les contextes : **le facteur temps est essentiel.** Le monde des médias se caractérise par des délais serrés et un intérêt éphémère porté à l'actualité. Il vous faut trouver le juste équilibre entre les sollicitations de dernière minute des médias et votre propre emploi du temps. Les reporters, les producteurs et les rédacteurs en chef ne peuvent pas attendre et n'attendent pas que vous trouviez le moment de leur accorder une interview ou de publier un article d'opinion une fois que le sujet traité est classé ou ne fait plus partie des préoccupations de l'opinion publique.

Plutôt que de suggérer aux sociologues de devenir de verbeux moulins à paroles ou d'ennuyeux commentateurs, je propose qu'ils établissent un nouveau type de collaboration avec les médias. Il nous appartient de cultiver la double mission de la sociologie comme vocation publique et discipline académique, comme alternative à la propagande publicitaire, aux platitudes du monde entrepreneurial ou à l'opportunisme teinté de cynisme qui, en ces temps troublés, passent trop souvent pour de la sagesse. ■

Toute correspondance est à adresser à Fuyuki Kurasawa
<kurasawa@yorku.ca>

> Les universités américaines, nouveau terrain de lutte pour les migrants ?

Sandra Portocarrero et **Francisco Lara García**, Université Columbia (États-Unis)



Aux États-Unis, des étudiants réclament que leur campus devienne un refuge pour les étudiants sans papiers.

Le 15 juin 2012, l'administration Obama a annoncé la création du programme DACA (*Deferred Action for Childhood Arrivals*), qui a modifié la politique d'immigration aux États-Unis en autorisant environ 1,7 million de jeunes migrants sans papiers arrivés encore enfants aux États-Unis à bénéficier d'un délai de deux ans renouvelable pendant lequel ils ne peuvent pas être expulsés. Le programme DACA leur a également ouvert le droit à un permis de travail, et a favorisé un meilleur accès à l'enseignement supérieur de ces jeunes migrants clandestins. La plupart des résidents aux États-Unis tiennent pour acquises des libertés comme

celle de pouvoir marcher dans la rue sans craindre d'être expulsé, de postuler pour un emploi, ou de faire des études. Le décret DACA a étendu ces libertés aux jeunes sans papiers, de sorte que des personnes qui se sentent chez elles aux États-Unis puissent profiter de ces privilèges l'esprit tranquille, du moins pendant la période du différé.

Depuis l'élection de Donald Trump à la présidence des États-Unis, la tranquillité d'esprit a cédé la place à l'anxiété. La peur véhiculée par le discours anti-immigrés qui a marqué la campagne de Trump s'est répandue comme une traînée de poudre. Subitement, les bénéficiaires du décret

DACA ont craint que les protections mises en place par l'administration Obama ne soient brusquement abrogées. Mais le sentiment d'anxiété va bien au-delà : les migrants tous statuts confondus craignent que de nouvelles restrictions draconiennes les atteignent tous.

Ces craintes ont été confirmées le 27 janvier 2017, lorsque le Président a signé un décret présidentiel interdisant l'entrée aux États-Unis de ressortissants de sept pays à majorité musulmane. En raison des termes très généraux utilisés et d'une application hétérogène, des migrants de toutes les nationalités, y compris

ceux ayant un statut légal – notamment des réfugiés ou des citoyens américains – se sont retrouvés victimes d’une mesure chaotique, qui a déclenché des protestations à travers tout le pays. Tous les migrants, qu’ils soient réfugiés, détenteurs d’un visa étudiant ou résidents permanents, se sont réveillés dans une Amérique où la probabilité d’être interrogés, détenus, ou même interdits d’entrée aux États-Unis, s’est considérablement accrue. Les directives du Département d’État ont même restreint l’entrée des citoyens américains ayant la double nationalité avec l’un des sept pays faisant l’objet d’une interdiction.

Du jour au lendemain, ce n’étaient plus seulement les sans-papiers qui devenaient vulnérables, mais presque toute personne identifiée comme immigrée. Bien que la Cour d’appel de Seattle se soit rapidement mobilisée pour bloquer le décret présidentiel, tout cet épisode laisse à penser que la politique d’immigration de l’administration Trump ne va pas s’embarasser de distinctions – une inquiétude confirmée lorsque le nouveau décret du Président a bloqué l’entrée des États-Unis aux citoyens de six pays majoritairement musulmans, une des initiatives les plus brutales des dernières décennies en matière de politique migratoire.

Les conflits se sont manifestés avec une force particulière dans les universités américaines. Sur le plan institutionnel, les universités américaines publiques et privées comprennent des groupes de migrants de plus en plus hétérogènes, aussi bien parmi le personnel enseignant et administratif que parmi les étudiants. Le programme DACA mis en place par l’administration Obama a contribué à accroître cette diversité : les bénéficiaires du DACA, enfin autorisés à rejoindre l’université, ont été nombreux à intégrer les universités américaines, où l’on croise quantité d’étudiants venus du monde entier et d’enseignants issus des classes les plus instruites de migrants. Aucune autre institution ne rassemble actuellement autant de

personnes de classes, de races et d’ethnies différentes, ou avec un statut d’immigrant aussi diversifié.

Ainsi, il n’est pas surprenant que des universités dans tout le pays se soient elles aussi élevées contre cette interdiction d’entrée sur le territoire américain. Le 13 février 2017, un mémoire rédigé par six universités américaines, y compris toutes les universités de la Ivy League, a été déposé auprès du Tribunal de Première Instance du District Est de New-York, pour s’opposer au décret présidentiel. Le mémoire affirmait que « les problèmes de sûreté et de sécurité peuvent être abordés d’une manière conforme aux valeurs que l’Amérique a toujours défendues, à savoir la libre circulation des idées et des personnes à travers les frontières et l’accueil des migrants dans nos universités ».

De même, l’Association américaine de Sociologie (ASA) a publié le 30 janvier 2017 une déclaration pour s’opposer au décret présidentiel initial de Trump, en incluant des suggestions concrètes pour lancer une action collective. En tant que sociologues, ainsi que nous l’a rappelé l’ASA, nous faisons partie d’un vaste réseau d’organisations, un réseau qui pourrait être rendu plus efficace si nous étions davantage proactifs et coopératifs. À un moment où un individu qui tient un discours hostile aux migrants a été élu Président des États-Unis, les établissements d’enseignement ont été contraints d’évoluer de la position d’observateurs à celle de participants actifs au développement de la société, reflétant en cela, comme l’a dit Michael Burawoy¹, le rôle privilégié que les universités ont dans le monde d’aujourd’hui, en même temps à l’intérieur et à l’extérieur de la société, en même temps participant et observateur de la société. Autrement dit, ces déclarations publiques font du terrain de la sociologie un terrain de pouvoir.

Les sociologues feraient bien de s’intéresser aux dynamiques qui émergent des différents groupes de

migrants sur les campus universitaires – un phénomène nouveau qui est peut-être propre au milieu universitaire. Aujourd’hui, les institutions qui emploient ou représentent les migrants défendent généralement des migrants ayant un certain profil économique ou un certain niveau d’études : par exemple, les chambres d’agriculture font pression en faveur de politiques qui puissent garantir des ouvriers agricoles et journaliers sans papiers nombreux et bon marché, tandis que les entreprises high-tech de la Silicon Valley cherchent à accélérer le recrutement et l’embauche d’ingénieurs hautement qualifiés et d’informaticiens. Mais les universités américaines, où se concentrent une telle diversité de groupes de migrants, disposent d’un potentiel exceptionnel et peuvent ainsi servir de base à l’organisation des mouvements sociaux de migrants ou d’une résistance efficace au programme de Trump. À l’inverse, la faillite de la mise en œuvre de cette coopération serait également instructive, dans la mesure où elle révélerait les limites d’une collaboration intersectionnelle et les difficultés que représente la construction de réseaux solides de solidarité entre les différents collectifs de migrants.

Alors même que la société civile américaine fait face aux défis de l’ère Trump, les sociologues devront en définitive être particulièrement attentifs aux dynamiques qui sont à l’œuvre entre les groupes de migrants dans les universités. Il est sans doute encore trop tôt pour mesurer leur portée générale, mais le moment venu, il serait intéressant de théoriser la position particulière de l’université américaine, en se souvenant que les universités sont des espaces multidimensionnels à l’intersection d’intérêts divergents. ■

Toute correspondance est à adresser à :
Veronica Portocarrero <svp2118@columbia.edu>
Francisco Lara García <f.laragarcia@columbia.edu>

¹ “Redefining the Public University: Developing an Analytical Framework,” *Transformations of the Public Sphere*, Social Science Research Council, 2011.

> L'équipe de *Dialogue Global* en Argentine

Juan Ignacio Piovani, membre des comités de recherche de l'ISA consacrés à la Recherche sur les Futurs (RC07) et à la Logique et la Méthodologie (RC33), **Pilar Pi Puig** et **Martín Urtasun**, Université nationale de La Plata (Argentine)

C'est en 2016 que nous avons pris la relève de la formidable équipe dirigée par Majo Álvarez Rivadulla en Colombie, qui avait assuré la traduction en espagnol de *Dialogue Global* (DG) durant les cinq années précédentes. Pour nous, chaque nouveau numéro est en même temps un défi et une occasion d'apprendre, et au terme de plusieurs semaines d'intense travail, nous avons à chaque fois le sentiment d'avoir accompli quelque chose.

La traduction est un exercice difficile. Comme le faisait remarquer l'équipe roumaine dans un numéro précédent, l'une des principales difficultés concerne les mots nouveaux qui n'ont pas encore de traduction établie dans notre langue. Mais l'espagnol étant largement utilisé à la fois dans le milieu universitaire et les organismes internationaux, nous pouvons nous appuyer sur de nombreuses sources (articles, rapports, livres blancs, etc.) pour trouver l'équivalent en espagnol de néologismes anglais employés en sociologie et en politique. Cependant, le fait que l'espagnol soit aussi répandu pose également des problèmes particuliers. L'espagnol a le statut de langue officielle dans 21 pays, et c'est la langue maternelle de près de 500 millions de personnes dans le monde. Dans chaque région, dans chaque pays, y compris dans les milieux universitaires, c'est une variante particulière d'espagnol qui est utilisée, et un même concept pourra ainsi être formulé différemment. Face à cette difficulté, nous discutons longuement de la meilleure manière de traduire telle ou telle expression dans un espagnol relativement « neutre », ou de donner sa juste place aux différentes variantes linguistiques locales et régionales.

Pourtant, la complexité liée à ces multiples formes d'énonciation et de réception dépasse largement cette question des variantes spécifiques. Par exemple, il s'est avéré compliqué de traduire un mot anglais comme *liberal* dès lors qu'il sert à qualifier l'orientation idéologique d'un dirigeant politique, quand bien même le mot a en apparence un équivalent espagnol « transparent ». Notre

premier choix s'est porté sur le mot espagnol *liberal*. Mais en Espagne comme dans beaucoup de pays d'Amérique latine, le terme espagnol *liberal* a une forte connotation conservatrice. Une autre possibilité était d'employer le mot *progresista* (progressiste), mais dans de nombreux cas, le mot évoque en Amérique latine une pensée de gauche. Il aurait par conséquent été parfaitement inapproprié d'appliquer le terme de *progresista* à un responsable politique qui, s'il peut, par exemple, faire preuve d'ouverture d'esprit dans le domaine des valeurs familiales, n'en soutiendra pas moins une politique économique néolibérale, l'expansion des interventions militaires et d'autres politiques du même ordre (ce qu'ont tendance à faire dans les pays développés un certain nombre de ces dénommés *liberals*). Pour traduire ce type de mots, il est donc nécessaire d'étudier de manière plus approfondie les différentes possibilités de traduction et leurs implications.

Une autre difficulté à laquelle nous sommes régulièrement confrontés concerne le genre des noms, l'approche en ce domaine étant sensiblement différente en anglais et en espagnol. L'équipe éditoriale de DG est bien sûr au fait des luttes menées par les femmes dans le monde entier, et DG publie régulièrement des articles en provenance de différents pays sur les droits des femmes, les questions de genre et les débats féministes. L'espagnol (comme d'autres langues) contient des tendances sexistes. C'est pourquoi certains auteurs – notamment lorsqu'ils traitent des inégalités de genre et de sujets connexes – choisissent parfois des formulations qui cherchent délibérément à combattre ce type de préjugés. Mais, sachant que nous sommes souvent amenés à traduire des textes anglais qui à l'origine étaient écrits dans une autre langue (dans laquelle les préjugés sexistes sont peut-être plus évidents), les formulations choisies par l'auteur pour éviter les écueils sexistes de la langue d'origine risquent involontairement de ne pas être reflétés dans notre traduction.

Contrairement à d'autres équipes de DG, nous avons fait le choix de fonctionner avec une équipe réduite, basée

au sein du Département de Sociologie de l'Université nationale de La Plata. Dès réception des textes en anglais, Pilar et Martín se répartissent les articles en fonction de leurs centres d'intérêt professionnel et personnel. Après avoir traduit les articles ainsi répartis, chacun revoit les traductions de l'autre, puis Juan se charge de réviser dans le détail l'ensemble des traductions. Tout au long de ce processus, nous bénéficions des conseils avisés de Lola Busuttil, qui grâce à sa maîtrise de plusieurs langues et

son expérience de la traduction, nous aide à peaufiner la version espagnole de DG.

Traduire DG est une entreprise extrêmement enrichissante, qui nous fait pratiquer la traduction et découvrir une immense variété de sujets et de contextes sociaux différents. En nous permettant de mieux connaître le monde qui nous entoure, *Dialogue Global* stimule notre imagination sociologique.



Juan Ignacio Piovani est professeur en méthodes de recherche sociale au sein du Département de Sociologie de l'Université nationale de La Plata, et chercheur auprès du Conseil national de recherche scientifique et technique (CONICET, Argentine). Il a obtenu son master en méthodes de recherche sociale et statistique à l'actuelle Université de Londres (Royaume-Uni) et son doctorat en méthodologie des sciences sociales à l'Université de Rome « La Sapienza » (Italie). Il a été post-doctorant en sciences sociales à l'Université nationale de Córdoba (Argentine) et en sociologie et anthropologie à l'Université fédérale de Rio de Janeiro (Brésil). Pendant plusieurs années, il a mené des recherches sur l'histoire, l'objet et les fondements des méthodes sociologiques. Depuis 2011, il dirige le Programme de Recherche sur la Société argentine contemporaine (PISAC), qui regroupe plusieurs projets, et auquel participent 50 facultés de sciences sociales d'universités publiques dans l'ensemble du pays.



Pilar Pi Puig a fait des études de sociologie à l'Université nationale de La Plata, où elle est actuellement étudiante de doctorat en sciences sociales. Ses recherches s'inscrivent dans le cadre de la sociologie de l'environnement, et elle s'intéresse aux questions environnementales ainsi qu'à la pauvreté et aux inégalités en milieu urbain. Au sein du Département de Sociologie, elle participe à plusieurs projets de recherche concernant les questions méthodologiques relatives à l'étude de la pauvreté et des inégalités. Pilar participe également à des *programas de extensión* [programmes de rapprochement entre l'université et les communautés] dans les quartiers défavorisés de La Plata, et à diverses activités d'échange avec des collègues de l'Université de Wuppertal (Allemagne).



Martín Urtasun a fait des études de sociologie à l'Université nationale de La Plata, où il prépare actuellement son doctorat en sciences sociales avec une bourse du CONICET. Martín mène des recherches sur la politique actuelle de sécurité « préventive » fondée sur des dispositifs technologiques, en particulier la vidéosurveillance en milieu urbain. Au plan théorique, son approche ethnographique s'inspire des sociologies pragmatiques, des études des sciences et technologies et des études sociales. Il s'intéresse par ailleurs à l'éducation populaire et intervient en tant qu'enseignant et activiste dans une école pour adultes en liaison avec un mouvement social.

Toute correspondance est à adresser à :

Juan Ignacio Piovani <juan.piovani@presi.unlp.edu.ar>

Pilar Pi Puig <pilarpipuig@gmail.com>

Martín Urtasun <martinjurtasun@gmail.com>